



# Programme du parti social-démocrate suédois

ADOPTÉ PAR LE 34IÈME CONGRÈS NATIONAL DU PARTI, 2001

**Socialdemokraterna**



# Programme du parti social-démocrate suédois

Adopté par le 34<sup>ème</sup> Congrès National du Parti, 2001

## Le socialisme démocratique

La social-démocratie veut former une société fondée sur les idéaux démocratiques et sur l'égalité de tous les citoyens. Des personnes libres et égales dans une société solidaire, tel est l'objectif du socialisme démocratique.

Tout individu doit être libre de s'épanouir sur le plan individuel, de décider de sa propre vie et d'exercer une influence sur la société dans laquelle il vit. La *liberté* est à la fois celle de vivre libre de toute oppression et contrainte extérieure, de la faim, de l'ignorance et de la peur de l'avenir, et celle de s'engager et de participer aux prises de décisions, de s'épanouir sur le plan personnel, de vivre en commun dans la sécurité, de décider de sa vie et de choisir son avenir.

La liberté des citoyens suppose leur *égalité*. Cette égalité implique que toutes les personnes, quelles que soient leurs conditions initiales, ont la même possibilité de décider de leur propre vie et d'intervenir dans la société. L'égalité suppose le droit de faire des choix et de suivre des trajectoires différentes, sans que ces différences ne mènent à une subordination et à des clivages de pouvoir et d'influence dans la vie quotidienne et dans la société.

La liberté et l'égalité sont à la fois liées aux droits des individus et aux solutions collectives de réalisation d'objectifs conformes à l'intérêt général, qui détermineront les bases de l'existence et les possibilités des individus. L'homme est un être social qui se développe et s'épanouit au contact d'autrui, et des pans entiers de ce qui détermine le bien-être individuel ne peuvent être créés que dans le cadre d'une action commune.

L'intérêt commun suppose la *solidarité*. La solidarité est le sentiment communautaire qui découle de la prise de conscience de notre interdépendance. La meilleure société est celle qui se fonde sur une action commune, dans le respect et le souci des autres. Tout citoyen doit avoir les mêmes droits et les mêmes possibilités de contribuer aux solutions, tout citoyen a le même devoir d'en assumer la responsabilité. La solidarité n'exclut pas les efforts consacrés à l'épanouissement et au progrès individuels, mais est incompatible avec l'égoïsme qui permet d'exploiter les autres au nom d'un intérêt personnel.

Dans la société, tout pouvoir doit se fonder sur la communauté des personnes qui constitue la société civile. Les intérêts économiques n'ont jamais le droit de poser des limites à la démocratie; la démocratie a toujours le droit de tracer le cadre économique et de fixer les limites du marché.

La démocratie doit s'exercer de plusieurs façons et à plusieurs niveaux. La social-démocratie s'efforce de mettre en place une organisation sociale où les personnes, en tant que citoyens et individus, peuvent peser à la fois sur l'évolution en général et sur le

travail communautaire quotidien. Nous avons pour objectif une structure économique où chaque individu, en tant que citoyen, salarié et consommateur, peut exercer une influence sur l'agencement et la répartition de la production, l'organisation du monde du travail et les conditions de travail.

La social-démocratie veut que ces idéaux démocratiques imprègnent l'ensemble de la société et les rapports entre les citoyens. Notre objectif est une société sans rapports de domination ou de soumission, sans différences de classe, sans ségrégation sur une base sexuée ni clivages sociaux, une société sans préjugés ni discrimination, une société dans laquelle chacun est nécessaire et où chacun peut trouver sa place, où chacun a les mêmes droits et la même valeur, où tous les enfants peuvent s'épanouir en adultes libres et indépendants, où chacun peut décider de son existence et de sa vie quotidienne et, dans une collaboration solidaire entre égaux, chercher les solutions communautaires qui desservent au mieux les intérêts communs.

Cette conception du socialisme démocratique est l'héritage des générations qui nous ont précédés, elle est nourrie d'expériences positives et constitue l'élément moteur du travail politique actuel et futur. Le fondement de la social-démocratie est la conviction que tous les individus sont égaux et que l'intégrité des personnes est sacrée.

## I. Le monde actuel

Le monde actuel offre la perspective unique d'une vie plus sûre et plus riche pour tous, rendue possible par les richesses inégalées créées par les moyens modernes de production. Mais les possibilités sont loin d'être les mêmes pour tous. Le monde actuel se caractérise aussi par des clivages profonds, sur le plan de la richesse comme du pouvoir, entre les personnes et entre les pays.

L'évolution se caractérise par plusieurs tendances paradoxales:

- De nombreux pays pauvres ont fait le pas du sous-développement au développement, et une partie croissante de la population mondiale participe à cette croissance. Mais les clivages entre pays riches et pauvres sont encore très importants, et l'accès inégal aux techniques modernes de production et au savoir médical moderne menace d'élargir ces clivages; de nouveaux îlots de pauvreté et d'exclusion apparaissent et s'étendent. Un nombre jusqu'ici inégalé de personnes peuvent réaliser leurs choix, tandis que croissent dans le même temps l'impuissance et le désespoir de ceux qui sont exclus du marché du travail et de la communauté sociale.
- Les régimes démocratiques sont plus nombreux que jamais dans l'histoire. Dans beaucoup des dictatures encore en place, les forces démocratiques sont clairement en marche. La démocratie doit cependant combattre dans le même temps des intérêts financiers puissants qui menacent l'action de la démocratie, et des mouvements nationalistes, des mouvances fondamentalistes et des préjugés ethniques qui mènent tous à un regain d'oppression et de brutalité. La démocratie doit aussi faire face à ses propres problèmes internes, lorsque de nombreux électeurs ont le sentiment que leurs possibilités d'influence sont trop limitées.
- Les déplacements mondiaux de population sont en hausse. À bien des égards, l'immigration a enrichi les pays d'accueil, mais les problèmes de gestion de cette nouvelle diversité ethnique et culturelle sont à l'origine de nouvelles menaces de ségrégation et de marginalisation. Ce phénomène, associé à l'exclusion du marché du travail d'éléments issus de la partie la moins bien formée de la population d'origine, a nourri des mouvements populistes d'extrême droite agitant des idées nationalistes et racistes.
- Le désarmement a réalisé des avancées importantes. La fin de la guerre froide a fortement atténué le danger de conflits armés entre Etats. On constate dans le même temps une croissance des conflits armés au sein des Etats ou anciennes unités étatiques, qui peuvent menacer la sécurité et la stabilité de territoires importants. Les guerres civiles sanglantes ont causé des centaines de milliers de victimes, les réfugiés jetés sur les routes se comptent par millions et la structure économique et sociale des pays touchés a été détruite, ce qui aura des répercussions durables sur ces régions.
- L'avenir de l'humanité suppose une gestion judicieuse des ressources de la planète et les questions environnementales pèsent toujours plus lourd dans la politique nationale et internationale. Les écosystèmes de la planète peinent à supporter les pressions

excessives que leur imposent les techniques de production et les modes de consommation actuels, gourmands en ressources, qui sont caractéristiques du monde industrialisé. Les technologies qui respectent l'environnement ne se généralisent que trop lentement. Les structures tant sociales qu'économiques rendent plus difficile le nécessaire passage à la durabilité environnementale.

Ces paradoxes révèlent un conflit manifeste entre le pouvoir de la démocratie et celui du capital, entre les intérêts populaires et ceux du capital. Ces contradictions sont classiques. Les nouvelles conditions de production, portées par les technologies modernes de l'information, ont dans leur première phase accentué ces contradictions et lancé de nouveaux défis aux forces démocratiques.

Ce tableau n'est pourtant pas complet. Les intérêts exploités du capital ne sont pas la seule cause du fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres; les pays riches y trouvent aussi leur propre intérêt. La recherche du gain à court terme n'est pas la seule cause des problèmes environnementaux; un mode de vie fondé sur une forte consommation de ressources est aussi en cause, et les choix des consommateurs pourraient en décider autrement. La suprématie économique n'est pas seule à opprimer les citoyens, condamnés à la pauvreté et à la soumission; l'oppression de la femme et l'inégalité entre les sexes y contribuent aussi.

Saisir les occasions de faire progresser la justice, le bien-être et une démocratie forte et généralisée, ce que permet le développement moderne malgré ses problèmes, suppose un suivi attentif des différents facteurs à l'origine de clivages de pouvoir, de liberté et de bien-être.

### ***Un nouvel ordre économique***

L'économie et le marché du travail ont un impact sur l'ensemble de la société. Cette constatation a de tout temps pesé sur l'analyse social-démocrate de la société.

L'arrivée sur la scène mondiale des technologies mécaniques modernes et du mode de production industriel n'a pas seulement changé la manière de travailler. Elle a transformé l'ensemble de la société. Elle a modifié la perception que l'homme avait de lui-même et de la société, elle a transformé les conditions matérielles d'existence et, finalement, l'ensemble de l'organisation sociale: le pouvoir monarchique et élitiste a dû céder la place au pouvoir démocratique élu.

De manière similaire, l'ensemble de la société se transforme aujourd'hui quand le développement technique et scientifique modifie les conditions de la production, du monde du travail et de celui du commerce.

L'industrie représente toujours une part importante du produit national, mais une part décroissante des emplois. Le secteur des services, en hausse, joue un rôle toujours plus important sur le plan de l'emploi, mais les emplois proposés et l'organisation du travail révèlent d'importantes variations. Une partie importante du monde du travail exige des compétences toujours plus poussées. Les grandes entreprises se mondialisent, les petites entreprises se multiplient. Tous ces changements créent de nouvelles conditions de travail, et transforment dans le même temps la société.

Les technologies modernes de l'information gommant l'importance des écarts géographiques et des frontières nationales. Elles ouvrent de nouvelles possibilités d'échanges et de coordination économique. L'argent circule rapidement dans le monde entier, et la production au sein d'une même entreprise peut être facilement coordonnée entre différentes régions d'un même pays et entre différents pays. De nouveaux canaux performants s'ouvrent aux échanges de connaissances et aux transactions économiques. Des types totalement nouveaux d'entreprises et de métiers voient le jour, tandis que les métiers et les méthodes de travail des secteurs traditionnels évoluent dans le même temps.

Cette évolution de l'économie, des techniques et du monde du travail crée de nouveaux rapports sociaux et pose de nouveaux défis à la politique. De nouvelles possibilités de progrès vers plus de justice et d'égalité apparaissent, mais aussi de nouvelles injustices et de nouveaux problèmes sociaux. La mondialisation de l'économie impose une mondialisation de la politique et du travail syndical. Elle suppose de nouveaux outils politiques et syndicaux et est porteuse de nouveaux défis posés à la démocratie.

D'autres facteurs que les changements techniques et économiques ont par ailleurs un impact sur la société et modifient les règles du jeu politique. La société du bien-être et la protection sociale ont permis une indépendance croissante des citoyens et leur ont ouvert de nouvelles possibilités de maîtrise de leur existence. La parité croissante entre les sexes a élargi l'éventail des choix individuels et transformé la perception que les citoyens avaient d'eux-mêmes et des autres. Tous ces éléments se conjuguent pour briser les anciens modèles autoritaires et nourrissent une demande de relations nouvelles plus égalitaires dans la vie familiale, la vie professionnelle et la vie sociale.

### ***Le pouvoir du capital***

Le système de production capitaliste privé implique la supériorité du profit sur tous les autres intérêts, quelle que soit sa source ou les coûts qu'il entraîne pour la société, les personnes et l'environnement. Les forces politiques et syndicales ont longtemps été des contrepoids aux intérêts personnels unilatéraux, mais dans la phase actuelle de l'évolution, ces forces ont perdu de leur efficacité. Les intérêts capitalistes dépendent moins d'une base nationale, qui est le cadre de l'activité politique et syndicale. Les intérêts financiers se sont par ailleurs partiellement détachés de la production proprement dite, ce qui les éloigne aussi des contrepouvoirs liés au travail et à la production.

Cette nette position de force révèle l'incapacité intrinsèque du capitalisme à gérer les ressources, tout comme son aptitude à créer de profondes injustices sociales et économiques. Des transactions financières spéculatives à court terme ajoutent à l'instabilité de l'économie internationale et ont dans plusieurs cas sévèrement aggravé les problèmes économiques de certains pays. La concentration des grandes entreprises en groupes mondialisés toujours plus puissants a créé des centres de pouvoirs importants, en dehors de tout contrôle démocratique. Dans les pays pauvres, la main d'œuvre est exploitée – avec des salaires dérisoires et des conditions d'embauche d'une impitoyable dureté. Le travail d'organisation syndicale est combattu, souvent par des méthodes brutales. Dans les pays riches, les groupes non rentables sont exclus du marché du travail, alors qu'un rythme de travail toujours plus soutenu met en danger la santé et la capacité de travail de nombre de salariés. La destruction de l'environnement, principalement dans les pays pauvres, s'accélère, quand des intérêts capitalistes puissants exploitent sans retenue les terres et les ressources naturelles.

Le système de valeurs du capitalisme a par ailleurs un impact sur une grande partie du débat public et de l'opinion, et cette suprématie croissante sur la pensée vient conforter le pouvoir purement économique détenu par les intérêts financiers. Dans le code de valeurs du capitalisme, ce qui est bon et souhaitable se mesure à l'aune de l'argent et de la réussite économique. Les valeurs humaines comme la solidarité et la compassion sont dévoyées en calculs de rentabilité. La main d'œuvre est considérée comme un produit de consommation. Les besoins des enfants, qui dépendent de contacts avec leurs parents, sont ignorés quand les entreprises dictent leurs conditions aux employés. Le besoin naturel de communauté et d'appréciation que ressentent les individus fait l'objet d'une exploitation commerciale méthodique. Les dommages qui s'en suivent sont aussi graves que ceux qui découlent de l'incapacité du capitalisme à gérer les ressources économiques; le résultat est une société froide et brutale, sans confiance ni sentiment communautaire.

La puissance renouvelée du capitalisme n'est pourtant pas le seul élément porteur de l'évolution. Les intérêts capitalistes dépendent de leur environnement: de la réglementation et des infrastructures que des organes publics sont seuls à pouvoir mettre en place et entretenir, des employés qui, par leur savoir-faire, assurent la production, et des consommateurs qui financent les coûts de la production par leur demande. Cette dépendance a toujours existé, mais a tendance à se renforcer dans le nouveau système économique. Ce dernier suppose des infrastructures développées et techniquement avancées qui ne peuvent être entretenues que par la société, une main-d'œuvre aux compétences performantes et variées et une demande forte et croissante. Ces facteurs sont porteurs d'un fort potentiel d'influence et de changement. La démocratie a créé des citoyens qui exigent un pouvoir de décision sur leur propre existence et n'acceptent pas d'être dirigés par des intérêts soustraits à leur contrôle. Cette dimension, jointe à la force des considérations démocratiques qui se sont imposées au fil des décennies, est en soi la plus solide des défenses contre le capitalisme, qui prétend à un rôle dominant dans le développement social.

Nous assistons au renforcement et au repositionnement des différents contre-pouvoirs s'opposant aux forces du capitalisme international: la politique développe ses formes de collaboration internationale. Les Etats nationaux modifient leurs instruments economico-politiques pour minimiser l'espace ouvert aux transactions spéculatives. Les organisations syndicales étudient des stratégies internationales pour combattre la concurrence au moins offrant sur les salaires et les normes environnementales. Les mouvements populaires apprennent à utiliser les techniques modernes pour peser sur l'opinion et coordonner leur action. Les réactions des consommateurs devant les pratiques des groupes mondialisés dans les pays pauvres ont dans de nombreux cas imposé les premières manifestations d'une prise de responsabilité sociale plus grande. L'engagement pour l'environnement et la conversion à un développement écologiquement durable sont des contrepouvoirs internationaux s'opposant à une logique économique d'exploitation.

La situation ressemble à bien des égards à celle qui a vu la percée de la société industrielle. Sa phase initiale s'est caractérisée par une répartition très inégale des nouvelles richesses créées par les nouvelles technologies de ce temps. Elle a vu le renforcement des groupes qui contrôlaient le nouveau capital industriel et bénéficiaient de ses profits. Mais la perspective d'une vie meilleure pour tous les travailleurs, rendue possible par la société industrielle, a créé de fortes pressions pour une répartition plus juste des pouvoirs et des richesses. Une fois que le mouvement ouvrier en marche a su traduire ses aspirations en revendications politiques et syndicales, il est devenu une puissance largement supérieure à la capacité de résistance de la minorité au pouvoir.

De manière similaire, les nouvelles techniques actuelles ouvrent de vastes perspectives de progression vers plus de richesse et de démocratie. Comme lors de l'apparition de la société industrielle, elles ont été souvent accaparées par ceux qui avaient le contrôle des flux financiers, et ont mené à de nouveaux clivages, à de nouvelles injustices. Mais la puissance des possibilités offertes par le nouveau système économique est aujourd'hui – comme dans le passé – trop grande pour rester à terme sous le seul contrôle d'une minorité. Aujourd'hui comme dans le passé, les forces qui s'imposeront sont celles qui ont le soutien de la majorité de la population. Aucune organisation sociale ou économique ne peut subsister à long terme si elle s'oppose à ces intérêts.

Le déséquilibre actuel du pouvoir à l'avantage des intérêts capitalistes n'est pas une conséquence inévitable et par là irréversible de la mondialisation. Il peut être contrecarré par un travail politique et syndical conscient. De nouvelles possibilités prometteuses se présentent, qui permettraient de combler les fossés et de faire progresser la démocratie et le bien-être, mais elles supposent une volonté et une énergie politiques susceptibles de tirer profit des possibilités ouvertes par les nouveaux développements.

La social-démocratie suédoise souhaite inscrire son action dans ce courant politique, qui met la mondialisation au service de la démocratie, du bien-être et de la justice sociale.

### ***Nouveaux rapports entre les classes sociales***

Le concept de «classe» décrit les différences structurelles entre les conditions d'existence des personnes, créées dans le monde de la production et qui ont un impact sur les individus tout au long de leur existence. Les différences portent à la fois sur le pouvoir d'achat, sur le pouvoir de décider de sa vie et sur la possibilité d'agir sur la société dans laquelle on vit.

La démocratie et la société du bien-être ont réduit les écarts entre les classes. Il existe pourtant toujours des différences importantes, engendrées par les conditions de production, entre les citoyens. La crise économique de la décennie 1990 a mené à un creusement du fossé entre les classes. Les inégalités caractérisent tous les aspects de la vie: salaires et conditions de travail, état de santé, éducation des enfants, logement et accès à la culture et aux loisirs. Aujourd'hui comme par le passé, les différences de classe entraînent un appauvrissement des possibilités offertes aux citoyens de se développer et de s'épanouir, et de participer à la vie sociale aux mêmes conditions que d'autres.

La différence décisive passe entre ceux qui disposent d'importantes ressources financières et ceux qui ne disposent que de leur force de travail. Cette différence entre le travail et le capital est la base traditionnelle d'une analyse de classe. Mais le nouveau système de production modifie à la fois la composante travail et la composante capital, ce qui transforme à son tour la nature des rapports entre les classes. Le changement va dans deux directions: à certains égards, les contradictions opposant le travail et le capital s'aggravent ; à d'autres, la frontière devient plus floue et le capital humain fait jeu égal avec le capital financier.

Un changement essentiel est que le lien entre la propriété et la responsabilité directe de la production et de l'entreprise s'est sensiblement affaibli. La propriété du capital est devenue plus anonyme, plus institutionnelle ; les sociétés d'investissement, fonds de placements, fonds de pension et autres institutions gérant des capitaux pour le compte d'autrui, ont pris en charge une part toujours croissante de la collecte et de la gestion des capitaux.

La propriété institutionnelle croissante a renforcé la demande de profit à court terme. Dans le même temps, la mobilité du capital institutionnel a exacerbé les exigences de rentabilité, ce qui a permis au capital de s'attribuer une part plus importante du résultat d'exploitation. La production en a ressenti les effets à plusieurs niveaux : des cadences plus dures, des délais de licenciement plus courts et un appel plus grand aux emplois précaires. Les changements de propriétaires ont aggravé les contradictions entre le capital et le travail.

Une grande partie du capital institutionnel est placée dans des fonds de pension et des sociétés d'assurance qui ont été créées avec l'argent des salariés. Cela signifie que les salariés disposent ensemble de nouvelles possibilités de décider comment sera employé le capital. À plus long terme, le clivage entre le capital et le travail peut se réduire.

Le savoir-faire et la compétence prennent une importance croissante dans le monde de la production. La réussite de l'entreprise dépend de plus en plus du savoir professionnel des employés. Les formations universitaires et techniques sont toujours plus demandées. Comme sont aussi demandées de meilleures compétences sociales, telle l'aptitude au travail en équipe et au travail autonome avec des missions variées. Dans une perspective socialiste classique, cela signifie que les travailleurs peuvent reprendre le contrôle de leur propre travail et renforcer ainsi leur position dans la vie économique. Les rapports de pouvoir entre le travail et le capital changent, la position du travail se renforce.

Cette évolution n'est pourtant pas à sens unique, car dans le même temps apparaissent de nouveaux groupes prolétariés en rapide croissance, mal intégrés au marché du travail et fortement marginalisés par rapport au reste de la société. Pour eux, la contradiction qui les oppose au capital a empiré.

L'écart entre les groupes marginalisés du marché du travail et les plus privilégiés est important et se creuse encore. Entre eux se trouvent des couches larges et toujours plus nombreuses de la population, dont la situation économique et professionnelle est assurée. Une partie de ces groupes détient à la fois un capital de savoirs, dont l'importance est aujourd'hui grande, et une partie du capital financier.

Cette évolution peut être décrite comme une tripartition sur le plan des classes. Elle peut être porteuse d'un danger baptisé société des deux tiers, où la classe capitaliste et la classe moyenne favorisée forment une alliance contre ceux qui occupent une position de faiblesse sur le marché du travail, ou en sont exclus. Dans le même temps, l'évolution ouvre la perspective de nouvelles alliances stratégiques contre les intérêts purement capitalistes, ainsi que la possibilité de déterminer comment sera employé ce capital.

## II. Héritage des idées et analyse de la société

La social-démocratie veut affronter les défis actuels, sur le plan national comme international, sur la base de nos conceptions de la liberté, de l'égalité et de la solidarité, de ce que notre expérience politique nous a appris et de notre confiance dans la puissance et la durabilité des sociétés démocratiques.

### A. NOS CONCEPTIONS

#### **Liberté**

La *liberté* est à la fois celle de vivre à l'abri de toute oppression et contrainte extérieure, de la faim, de l'ignorance et de la peur de l'avenir, et celle de s'engager et de participer aux décisions, de s'épanouir sur le plan personnel, de vivre en commun dans la sécurité, de décider de sa vie et de choisir son avenir.

Les droits de l'homme et du citoyen, le scrutin libre et universel, la liberté de pensée et de culte, la liberté d'expression et la liberté d'association sont des conditions fondamentales indispensables à la liberté, mais elles ne sont pas suffisantes en soi. Les différences sociales et économiques créent différentes conditions d'accès à ces libertés ; les citoyens n'ont dans les faits pas les mêmes possibilités de choisir leur vie. Une véritable liberté de participation et d'épanouissement suppose la libération des citoyens d'un état d'infériorité économique, sociale et culturelle, et de la dépendance de certains groupes de pouvoir économique qui se sont soustraits au contrôle démocratique.

La liberté concerne donc à la fois les droits de l'individu et du citoyen, et les structures sociales qui assurent aux personnes de réelles possibilités de progression et d'épanouissement, et leur permettent de participer à la vie sociale aux mêmes conditions que tous les autres.

#### **Egalité**

L'égalité suppose le droit de faire des choix et de suivre des trajectoires différentes, sans que ces différences ne mènent à une subordination et à des clivages de pouvoir et d'influence dans la vie quotidienne et dans la société. L'égalité est l'expression d'une idée : tous les hommes ont la même valeur, la même dignité et les mêmes droits. L'égalité implique que toutes les personnes ont le même droit de décider de leur propre vie et d'agir sur la société dans laquelle elles vivent.

L'égalité ne veut en revanche pas dire que tout le monde doit se comporter et vivre de manière identique. Au contraire, la revendication d'égalité est une revendication de diversité: Les hommes doivent être libres de faire leurs propres choix et de développer leur identité personnelle, sans être entravés par une conception de ce que l'on devrait être et sans risquer de se retrouver en position d'infériorité sociale du fait de ses choix personnels. L'égalité suppose la différence, mais est incompatible avec les clivages.

Sans égalité, pas de liberté. Dans une société inégalitaire, ceux qui souffrent de cette inégalité sont dans le même temps nécessairement moins libres que d'autres de choisir leur destin. L'égalité suppose une répartition juste des ressources qui sont importantes pour la liberté individuelle: les ressources économiques, la formation, l'accès à la culture. À l'instar de la liberté, l'égalité suppose des structures sociales et des conditions économiques qui ouvrent à tous les mêmes droits et les mêmes conditions d'accès au développement et à la participation.

#### **Solidarité**

L'être humain est un être social. En tant que citoyens, nous sommes tous dépendants les uns des autres. C'est dans l'interaction avec d'autres êtres humains que les personnes développent leur personnalité, sentimentalement et intellectuellement. C'est dans l'interaction avec d'autres que se construit la société, qui crée le cadre des trajectoires individuelles. Cette dépendance réciproque suppose des égards et un respect réciproques, et c'est là le cœur de la solidarité.

Pour ceux qui luttent pour sortir d'une situation d'infériorité, la solidarité est un soutien dans le combat pour la justice. Pour tous, quelle que soit leur force, la solidarité est la condition à la sécurité et à la communauté de la société environnante. La sécurité et la communauté ne peuvent être engendrées que par la confiance, jamais par les conflits ou la compétition.

Cette solidarité exige que chacun, en fonction de ses moyens, fasse un effort et assume ses responsabilités dans la vie sociale et dans le monde du travail. Elle exige dans le même temps que nous accordions le droit mutuel d'une aide en cas de maladie, d'accident du travail, de vieillesse et de chômage, le droit à la formation, aux soins, à la participation à la vie culturelle et au respect de chacun en tant qu'individu et concitoyen.

La liberté, l'égalité et la solidarité sont les valeurs fondamentales d'une société démocratique. Dans le même temps, la société démocratique est la seule qui puisse donner corps à la liberté, l'égalité et la solidarité. La démocratie est la pierre d'angle de la vision social-démocrate de la société, et ses idéaux doivent imprégner la vie sociale sous tous ses aspects – politiques, économiques, sociaux et culturels.

## B. L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement ouvrier est né naturellement d'expériences humaines pénibles de pauvreté, d'humiliation et d'injustice. Les idées démocratiques et socialistes lui ont apporté une structure politique et sont à l'origine de l'organisation qui lui a servi de levier social.

Les idées social-démocrates puisent à plusieurs sources. Ses valeurs fondamentales - la liberté, l'égalité et la fraternité - lui viennent du débat révolutionnaire de l'ère des lumières. Elles ont animé la critique sociale du XIXe siècle, par laquelle les penseurs libéraux et socialistes ont tenté de formuler des alternatives à l'ordre social établi, marqué par de nombreuses injustices. En Suède, le mouvement ouvrier en marche s'est aussi nourri des traditions de gouvernement local élu, qui se retrouvent aussi dans les mouvements populaires pour la tempérance et les sectes religieuses de cette époque. Ces idées, qui expriment une perception communautaire de la société, se fondent sur la concitoyenneté et les interactions démocratiques et ont joué un rôle important dans la politique social-démocrate, qui a toujours privilégié la participation démocratique.

La liberté, l'égalité et la solidarité sont des valeurs qui traitent finalement de la vie des individus. Mais les possibilités de liberté, d'égalité et de solidarité sont en grande partie fonction de la situation sociale dans laquelle elles naissent. Une politique de promotion de la liberté, de l'égalité et de la solidarité revient en fait à mettre en place, dans la société et dans le monde du travail, des structures qui permettent aux citoyens de vivre libres, égaux et solidaires. L'individuel et le collectif sont interdépendants: le but est en toute circonstance le bien-être et le libre épanouissement de l'individu, mais il ne peut être atteint que par une action commune afin de former une société où tous jouissent de ces droits.

C'est pour cela que la démocratie, et par là la politique, sont devenues à la fois les fins et les moyens du mouvement ouvrier. Dans la lutte pour la démocratie politique, les libéraux et les social-démocrates se sont battus du même côté. Mais l'agenda du mouvement ouvrier se distinguait de celui des libéraux. Pour le mouvement ouvrier, il s'agissait plutôt de donner aux ouvriers la possibilité de sortir de la pauvreté et de conditions d'existence pénibles par le travail, d'avoir une vie différente et meilleure. Il s'agissait de changer la société afin que tous les ouvriers puissent échapper à la misère et à l'épuisement, soient respectés pour le travail qu'ils effectuaient et reçoivent une juste part des revenus de la production. Il s'agissait de changer les conditions que la société proposait à ses membres. Le but était d'éliminer les différences de classe. Il ne pouvait être atteint que par la voie démocratique et par un élargissement de la souveraineté populaire.

L'idéologie du mouvement ouvrier est aussi une méthode d'analyse de l'évolution sociale. Elle se fonde sur une vision historique matérialiste, c'est-à-dire l'idée que des facteurs comme les techniques, l'accumulation du capital et l'organisation du travail – les forces productives – ont une influence décisive sur la société et sur la situation sociale des personnes.

Le matérialisme historique, le lien entre l'économie et la société, est l'un des points principaux chez Karl Marx qui a formulé, avec l'aide de Friedrich Engels, le modèle expliquant comment apparaissent et se perpétuent les injustices sociales. L'autre point central est la théorie de la lutte de classes. Il affirme que le développement social est poussé par la lutte pour le contrôle des moyens

de production et leur répartition. Le combat entre le travail et le capital est selon cette théorie la phase finale du processus historique. Le capitalisme libère des forces productives considérables, mais sa cupidité sans scrupule est cause de crises à répétition qui créent finalement une situation révolutionnaire à l'issue de laquelle la classe ouvrière prend le pouvoir. La classe ouvrière est dans cette phase la seule classe existante en dehors des capitalistes, puisque la classe moyenne, selon cette théorie, a été prolétarisée et absorbée par la classe ouvrière. À l'issue de la révolution, la lutte de classe disparaît puisque les moyens de production sont la propriété de tous et que le résultat de la production suffit aux besoins de tous.

Le modèle de développement marxiste-léniniste était une théorie scientifique. Comme toutes les théories scientifiques, sa validité est fonction de sa robustesse quand elle est mise à l'épreuve des faits. La vision du matérialisme historique a apporté des contributions importantes à la compréhension du développement social et profondément influencé le débat social et les sciences sociales. D'autres éléments de cette théorie se sont en revanche avérés être des explications insuffisantes ou erronées et ont disparu du débat. La théorie affirmant que le développement historique suit des lois données n'est absolument pas corroborée par les sciences modernes. La social-démocratie a rapidement abandonné cette croyance sans fondement; l'avenir n'est pas prédestiné, il est décidé par les individus.

Marx et Engels ont tous deux participé activement au débat politique du XIXe siècle, mais leur théorie du développement historique n'était pas un programme d'action politique. La théorie prédisait qu'un changement allait se produire, mais ne précisait pas comment. Elle ne décrivait par ailleurs pas comment serait organisée cette nouvelle société sans classes. Cette théorie était plutôt apolitique, dans la mesure où elle considérait qu'une révolution sociale dépendait d'un certain niveau de développement technique et économique.

Pour le mouvement ouvrier, qui vivait au sein de la misère et d'injustices criantes, il était bien sûr impossible de se contenter d'attendre la marche de l'histoire. Les nombreux travailleurs pauvres, durement exploités, demandaient des réformes immédiates, et non dans un avenir lointain. Au sein des mouvements socialistes et entre eux, le débat a fait rage pendant le XIXe siècle pour déterminer comment agir sur le cours de l'histoire annoncé par les théories de Marx.

### ***Réformisme et révolution***

Une tendance, la ligne révolutionnaire, avait adopté l'idée de la fin de l'histoire avec la chute du capitalisme. Selon cette ligne, il n'était pas d'attendre la crise finale du capitalisme. Un groupe de révolutionnaires conscients pouvait accélérer le cours de l'histoire et, prenant le pouvoir par la force, guider le processus sur la voie tracée par l'histoire. Ces idées ont pris corps dans une direction communiste et une direction anarchiste, qui rejetaient toutes deux la voie démocratique de la réforme sociale. Elles rejetaient en pratique aussi l'idée de l'égalité des personnes, puisqu'elles ne reconnaissaient pas à tous le même droit de participation à la définition de l'avenir.

L'évolution du communisme soviétique vers une forte oppression s'explique à la fois par ce rejet de la voie démocratique et par sa perception sous-jacente de la politique. Il estimait qu'il fallait réaliser ce que l'histoire avait déjà pointé comme inévitable. Si la tendance est déjà donnée par l'histoire et qu'un groupe privilégié est le mieux en mesure de le comprendre, il n'est plus nécessaire de respecter les autres opinions, ni d'avoir le soutien d'une majorité des électeurs. Selon cette vision, il est au contraire nécessaire, dans l'intérêt même des citoyens, de combattre toute opposition, qui risquerait de détourner l'évolution de sa juste ligne.

Les idéologies qui considèrent une forme d'évolution comme objectivement donnée, par l'histoire, la religion ou autre, sont d'habitude appelées fondamentalistes. Les idéologies fondamentalistes sont irréconciliables avec la démocratie, puisque l'élément décisif n'est pas l'aval des électeurs mais le respect de la ligne tracée. Quelles que soient les intentions de l'élite qui se déclare être le seul interprète de la juste ligne, le résultat ne peut être qu'une dictature. Le cours suivi par les économies planifiées communistes ne peut pas être imputé à un mauvais choix de leader ou d'organisation, il découle précisément de la pensée fondamentaliste du communisme.

L'autre ligne, la voie réformiste, s'est appuyée et s'appuie encore sur la participation démocratique et sur les réformes approuvées par une majorité de la population. Pour les réformistes, changer la société ne signifie pas mettre en place une forme précise d'organisation externe, mais élargir pas à pas la participation démocratique des citoyens à la vie publique et professionnelle. Le travail de réforme est issu des demandes et des besoins des concitoyens. Il a trouvé son expression à l'issue de débats et de discussions continus, au cours desquels les théories ont été continuellement confrontées et redéfinies au contact de la réalité.

Le mouvement ouvrier suédois s'est articulé le long de deux axes, l'axe syndical et l'axe politique, qui ont bien entendu collaboré et collaborent encore, mais se sont réparti les tâches pour des raisons pratiques. Le travail syndical s'est consacré, jadis comme aujourd'hui, au monde du travail, pour y renforcer les droits des travailleurs. Le travail politique a d'abord voulu conquérir les droits du citoyen qui ont permis aux ouvriers de peser sur la société dans laquelle ils vivaient. Aujourd'hui, il s'agit de défendre et d'élargir ces droits civiques et de conforter l'effet de l'action démocratique qui s'est affirmée au cours du siècle précédent.

### ***Le développement du mouvement ouvrier : la démocratie politique***

Les premières décennies du mouvement ouvrier ont été dominées par la lutte pour le scrutin universel, le droit de s'organiser en syndicats et le droit de se former une opinion librement. En étroite collaboration avec les libéraux mais au prix d'une lutte acharnée contre les conservateurs et les grands intérêts capitalistes, la démocratie a été mise en place dans les premières décennies du XXe siècle. Dans le même temps a été reconnu le droit de s'organiser en syndicats.

La démocratie politique a apporté la possibilité de faire valoir les intérêts des travailleurs d'une manière que les théories classiques n'avaient pas été en mesure de prévoir. Son impact sur la structure politique et sociale a pris une autre direction que celle qu'annonçaient les théories. Le droit de propriété privé a été maintenu, mais le mode de production capitaliste privé, où l'appât du gain était considéré comme supérieur à tous les autres intérêts, a été modifié sur des points décisifs. Quand les autres intérêts impliqués dans la production se sont renforcés contre le capital, l'organisation du monde du travail et la répartition des résultats de l'exploitation ont changé et une partie du pouvoir a passé des propriétaires aux citoyens, aux salariés et aux consommateurs.

Ce changement est une conséquence de la législation et de la politique économique, tout autant que de l'action syndicale. Il est issu de la politique communale et de son ancrage local. Il est le fruit de l'ensemble de l'engagement pour les affaires publiques qui a été porté par le travail des partis et des mouvements populaires et a donné un contenu aux nouvelles formes démocratiques.

Cette évolution a mené à son tour à une révision des théories. La propriété des moyens de production a perdu sa place privilégiée. Le facteur aujourd'hui déterminant est le contrôle démocratique sur l'économie. La perspective démocratique et le poids qu'elle accorde à la participation, à la collaboration et à la diversité ont été mis en avant. Cette politique disposait de plusieurs appuis: la réglementation de l'entreprise, la politique économique, les conventions collectives sur le marché du travail, la mise en place d'une législation du travail, le succès du mouvement coopératif des consommateurs et un secteur public fort, fondé sur la propriété publique, pour lequel les besoins des gens et non leurs revenus étaient le principe de répartition reconnu.

Les expériences du mouvement ouvrier ont montré les possibilités offertes par la démocratie pour plus de liberté, de sécurité et de justice dans la société. Les expériences réalisées dans d'autres pays ont montré que les économies totalement nationalisées ont conduit à la situation inverse: absence de liberté, insécurité et injustices. Ces expériences divergentes ont approfondi l'approche vers une démocratisation de l'économie et conforté l'idée que c'était la gestion démocratique, et non de droit de propriété, qui était la question déterminante. La démocratie économique peut tout aussi peu que la démocratie politique se fonder sur des solutions qui concentrent l'essentiel du pouvoir sur quelques instances centralisées. La démocratie économique s'intéresse tout autant à l'influence des travailleurs et des consommateurs qu'aux droits des citoyens de décider quelles seront les conditions de la production – et à la traduction pratique de ces droits.

### ***Le développement du mouvement ouvrier : la politique de protection sociale***

Dans la deuxième moitié du XXe siècle, un système de protection sociale a été mis en place pour assurer la sécurité économique de tous les habitants en cas de maladie, de chômage et de vieillesse. Le système scolaire a été renforcé pour ouvrir à tous les enfants l'accès à l'éducation, quels que soient les revenus de leurs parents. La prise en charge des malades, de la petite enfance et des personnes âgées sont devenus des droits accessibles à tous.

La mise en place de la société de bien-être a renforcé la liberté de déplacement des personnes. Avec les conventions collectives et l'adoption d'une législation du travail, ces réformes ont permis aux salariés de mieux décider de leur sort en les libérant de la contrainte d'avoir à accepter des conditions d'embauche et de salaire abusives pour pouvoir survivre. La politique de bien-être a aussi contribué à changer le mode de production capitaliste privé. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup de ces réformes se soient heurtées à la résistance farouche des groupes privilégiés avant d'être adoptées.

Dans la dernière décennie des années 1900, marquée par le retour en force des idées conservatrices et néolibérales, les réformes sociales ont subi de nouvelles attaques. La critique prétend que le système de protection sociale prive les gens de leurs responsabilités et décourage leur esprit d'initiative, et que ses coûts affaiblissent l'économie nationale. Les bases de cette critique sont politiques et idéologiques, et ne sont pas fondées dans les faits. Le capitalisme tente d'imposer le mythe selon lequel l'esprit d'initiative des individus s'accroît s'ils sont maintenus dans une situation d'infériorité, et que l'économie se renforce si sa principale ressource, les personnes, s'épuisent et s'affaiblissent.

### ***Le développement du mouvement ouvrier : une conception élargie de l'égalité***

À partir des années 1970, la politique de l'environnement et la question de l'égalité sont devenues des éléments toujours plus importants de la politique social-démocrate. Le débat environnemental s'inscrit dans la revendication social-démocrate d'une économie sans exploitation. La politique de parité entre les sexes est naturellement un nouveau développement de l'idéologie social-démocrate générale de l'égalité. Ces deux débats ont aussi élargi le cadre de l'analyse sociale.

#### *a. L'environnement*

La répartition du pouvoir et des ressources entre le travail et le capital est toujours un élément déterminant de l'analyse de l'état de l'économie et de la démocratie. Les problèmes environnementaux ont cependant révélé qu'une économie démocratique pouvait aussi se montrer abusive. Elle le devient si son objectif est uniquement fonction des ressources qu'elle crée pour le bien-être actuel, sans tenir compte de ce qu'elle coûte en même temps en termes de consommation de ressources naturelles. Dans le débat portant sur le pouvoir économique, les revendications environnementales apportent une dimension qui reste valable quel que soit le mode de propriété des moyens de production et quelle que soit la répartition des richesses créées.

La politique environnementale met en lumière un autre principe de répartition, celui de la répartition entre les générations. Les générations actuelles n'ont pas le droit, pour son propre confort, de compromettre l'équilibre écologique et d'épuiser les ressources naturelles qui sont à la base de l'existence des générations futures. Cette approche range les sociaux-démocrates parmi les partis écologistes.

#### *b. Parité entre les sexes*

Les rapports de classe créés par la vie économique sont des outils fondamentaux pour comprendre les problèmes d'inégalité. La politique de parité entre les sexes doit englober la lutte contre les différences de classes. Le débat sur la parité entre les sexes a pourtant mis en évidence le fait que les rapports de soumission – domination ne sont pas uniquement le résultat des facteurs fondés sur le mode de production. D'autres facteurs extérieurs à ce monde sont aussi en jeu. Ne prendre que des mesures pour plus de justice entre les classes ne suffit pas à assurer une véritable parité entre les sexes. Il est aussi nécessaire de lutter contre les autres types d'inégalité.

Une structure manifeste de ce type est l'inégalité des sexes. Les rapports systématiques d'infériorité – supériorité entre les sexes créent des conditions d'existence différentes pour les hommes et les femmes. Dans toutes les classes sociales, la condition de la femme diffère de celle de l'homme, le revenu moyen est plus faible et la responsabilité pour le foyer et les enfants est plus grande. Cette situation limite les choix et les possibilités d'épanouissement offerts à la femme, mais elle impose aussi à l'homme la perception de rôles stéréotypés qui entravent leurs possibilités respectives d'épanouissement personnel. Rompre avec la pensée qui renvoie aux différences biologiques pour justifier les différences entre les sexes, est aussi un élargissement des possibilités d'épanouissement offertes aux hommes comme aux femmes. C'est créer une société différente et, à son sens le plus profond, plus humaine, fondée sur des droits et des devoirs égaux entre les femmes et les hommes, dans la vie familiale, professionnelle et sociale. Cette approche range les sociaux-démocrates parmi les partis féministes.

### *c. Ethnicité*

La discrimination et les préjugés fondés sur l'origine ethnique mènent aussi à une limitation et à un appauvrissement des choix d'existence possibles. Les immigrés et souvent aussi leurs enfants sont, dans la situation actuelle, plus exposés au chômage, ont plus souvent un emploi ne correspondant pas à leur degré de qualification et sont sous-représentés dans la politique. La ségrégation du logement frappe particulièrement les habitants d'origine étrangère.

### *d. Discrimination*

Les préférences sexuelles, les handicaps physiques ou l'âge sont d'autres facteurs qui, sur le plan individuel, peuvent se traduire par une exclusion pure et simple ou par une entrave à la liberté de choix d'existence, dans la vie personnelle, publique ou professionnelle.

La politique de parité doit s'opposer à toutes les formes d'infériorité – supériorité, et c'est dans ce vaste chantier que se trouvent nombre des tâches à venir pour la social-démocratie.

### **Développement dans deux directions**

Le mouvement ouvrier a transformé la Suède. La Suède social-démocrate est un pays dans lequel un nombre plus grand de personnes ont la possibilité de déterminer leur existence, où la démocratie est mieux ancrée dans la vie quotidienne des gens que dans la plupart des autres pays.

Mais la Suède est aussi un pays où le développement suit deux cours différents. La Suède est l'un des pays les plus égalitaires au monde, mais aussi une société marquée par des différences de classes visibles, une inégalité visible entre les sexes et une ségrégation visible sur une base ethnique.

Pour de nombreux habitants, l'avenir présente de vastes possibilités de choix, que de bonnes ressources personnelles leur permettent de mettre à profit. Ils sont les enfants et les petits-enfants de la société du bien-être. Ils se caractérisent par l'indépendance que leur ont apportée la sécurité économique et la possibilité de choisir leur avenir, et par leur attachement à la solidarité qui leur a ouvert les portes du libre choix. En tant qu'individus libres, forts et indépendants, ils demandent plus de liberté de choix et plus d'influence, tout en défendant les idéaux de solutions solidaires et de responsabilité solidaire pour les besoins communs comme l'éducation, la santé et les soins.

L'appartenance sociale, le sexe et l'ethnicité sont toujours la cause d'inégalités. C'est quand les différences de classe coïncident avec les clivages créés par le sexe et l'appartenance ethnique que l'inégalité devient la plus pénible.

Pour nombre de personnes, les possibilités de choix sont réduites ou nulles, les obstacles et les limitations sont difficiles à surmonter. Les injustices de classe se répercutent de la vie des adultes aux conditions d'existence des enfants, menaçant ainsi d'élargir les fossés déjà existants. Trop de gens ont encore trop peu d'occasions de s'épanouir dans la vie professionnelle, et trop nombreux sont encore ceux qui sont obligés de compromettre leur santé et leur équilibre dans des environnements physiques et psychiques stressants. Cette exposition au risque dans le monde du travail contraste de manière scandaleuse avec les privilèges croissants que les élites dirigeantes s'accordent, alors qu'elles demandent à leurs employés d'accepter un degré supérieur d'insécurité dans leur travail.

Les femmes se heurtent toujours à des obstacles dans la vie professionnelle, ce qui se reflète dans la répartition des tâches sur une base sexuée au niveau de l'emploi, avec des salaires plus bas et des possibilités de carrière moins bonnes. Les femmes assument encore la majorité des responsabilités liées aux enfants et au foyer. Les exigences plus dures du marché du travail font peser des pressions excessives sur les familles, une situation dont souffrent les parents et les enfants. Si cette tendance ne s'inverse pas, de nombreux couples devront peut-être choisir entre les enfants et leur carrière professionnelle. Pour les hommes comme pour les femmes, cela peut signifier que l'éventail de possibilités d'épanouissement, qui avait permis de concilier les responsabilités parentales et une participation active à la vie professionnelle, se refermera une fois de plus.

De nouvelles formes d'attitudes discriminatoires ont par ailleurs vu le jour, tendant à rejeter les femmes dans un rôle conforme aux attentes des hommes, sans égard pour leurs propres choix et leur situation. Une sexualisation exacerbée du corps féminin frappe surtout les jeunes femmes et peut avoir un impact important sur le monde du travail et des études, ce qui aurait des répercussions graves sur le développement personnel et les choix professionnels.

Les nouveaux stéréotypes des rôles masculin et féminin se distinguent parfois de ceux qui les ont précédés. Mais ils vont dans le même sens : des rapports d'infériorité – supériorité dans les rôles déterminés par le sexe, qui réduit l'espace personnel de liberté.

La Suède est aujourd'hui une société multiethnique, mais avec des inégalités flagrantes qui se rapportent à l'appartenance ethnique des personnes. Dans de nombreuses banlieues à forte proportion d'immigrés, les phénomènes d'exclusion se multiplient parmi les adultes, qui sont exclus du marché du travail, et parmi les enfants qui se croient plus avoir d'avenir dans la société suédoise où ils grandissent. Cette exclusion est à l'origine de certains des clivages les plus graves et les plus scandaleux de la société actuelle. L'exclusion et l'étrécissement des choix imposés à un nombre trop important d'immigrés sont totalement incompatibles avec les idéaux social-démocrates de liberté et d'égalité.

Les fossés s'élargissent aussi entre les différentes parties du pays. Une croissance économique inégalement répartie menace de creuser d'importantes différences régionales sur le plan des possibilités de choix et de la protection sociale. Ces différences sont incompatibles avec les idéaux d'égalité et de solidarité et avec la revendication d'une liberté de choix entre différents cadres et styles de vie.

## C. LA VISION SOCIAL-DÉMOCRATE D'AUJOURD'HUI

### ***Démocratie***

Les conditions d'existence des individus sont dans une large mesure déterminées par la société environnante. C'est de là qu'est née la revendication démocratique: Chacun doit avoir un droit égal de décider ce qui a une incidence aussi forte sur son existence. La vie des individus ne peut jamais être déterminée par des décisions politiques, mais la politique régit un grand nombre des possibilités réelles de décision. L'individuel et le collectif coïncident dans le processus démocratique. Porté par la volonté et la conviction des citoyens, il est le levier du changement social.

La démocratie est un processus qui permet de prendre des décisions sur les questions communes qui concernent tous les citoyens. La démocratie suppose le multipartisme et le scrutin universel. Mais la démocratie est plus qu'une coutume de gouvernement, plus qu'un système qui permet de prendre des décisions et de les mettre en oeuvre. La démocratie est un système de valeurs qui doit imprégner l'ensemble de la société et dont le fondement est que tous les citoyens ont la même valeur et la même dignité.

Cet ancrage idéologique reconnaît à tous le même droit de participer au travail communautaire. Les droits de l'homme et du citoyen constituent la base nécessaire, mais doivent être complétés par le droit à l'épanouissement personnel, à la sécurité dans la vie sociale et à la participation à la vie professionnelle et culturelle. Dans le même temps, la démocratie exige que chacun respecte les droits démocratiques d'autrui, assume sa part de responsabilité dans l'action sociale et respecte les décisions prises, même si elles ne se vont pas dans le sens que l'individu souhaiterait. La démocratie donne le droit de poursuivre des buts personnels, mais impose le devoir d'écouter des autres. La démocratie n'élimine pas les contradictions ni les conflits, elle demande à chacun de se préparer à résoudre les conflits, précisément par la voie démocratique.

Le champ d'action de la démocratie ne peut être fixé que par la démocratie elle-même. Dans la société, le pouvoir doit émaner des personnes qui constituent ensemble la nation, et non de lois prétendument naturelles qui tracerait des limites entre la politique et le marché. La détermination des limites est une question que seule la démocratie peut trancher. Les droits de l'homme sont une frontière que les décisions politiques ne peuvent jamais dépasser, mais la démocratie est dans le même temps la seule à pouvoir défendre ces droits. La protection de l'autonomie des individus et la protection des droits des minorités sont des objectifs prioritaires de la démocratie.

La démocratie suppose dans le même temps une répartition des pouvoirs. La concentration des pouvoirs est toujours une menace contre la démocratie, quelle que soit la composition du groupe au pouvoir. La démocratie doit pouvoir emprunter de nombreuses voies, agir sur plusieurs plans et sur de nombreuses scènes, indépendantes et simultanées. La démocratie suppose que les citoyens puissent avoir un impact sur l'évolution générale de la société et sur les fonctions publiques qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, à l'école et dans les établissements de santé, dans la circulation et l'environnement immédiat. Les processus démocratiques dépendent de la volonté et de l'énergie des citoyens, de leur engagement et de leurs activités, de leur besoin de se réaliser, d'en savoir plus, d'assumer des responsabilités. Cette énergie ne peut pas émaner des puissances commerciales ni des fonctions publiques bureaucratiques, mais des citoyens eux-mêmes. Le travail social doit toujours se fonder sur la confiance dans l'engagement des citoyens et sur les organisations des citoyens, sur les mouvements populaires, l'éducation populaire et la prise en charge commune des responsabilités.

Les décisions portant sur des questions d'intérêt général, prises au niveau national ou local, doivent s'inscrire dans une perspective unifiée. La complexité des dimensions qui doivent être prises en considération exige que les décisions soient prises par des personnes de confiance, élues par les citoyens et responsables devant eux, conformément à des idées politiques clairement énoncées. Mais cette démocratie représentative doit toujours être portée par un débat vivant et par une participation active des citoyens eux-mêmes.

Le processus démocratique et l'administration de la société doivent se fonder sur l'ouverture et la transparence, et sur des règles claires et justes. Les services et marchés publics, gérés par l'administration publique, doivent être ouverts aux mêmes conditions à tous les citoyens. En conséquence de ces revendications générales concernant la gestion de la société civile, la social-démocratie veut aussi oeuvrer à la suppression du principe héréditaire monarchique et son remplacement par une république, dont le dirigeant serait élu, directement ou indirectement, par le peuple. Cette réforme suppose, comme toutes les réformes démocratiques, l'aval d'une majorité d'électeurs.

La démocratie a fait ses premiers pas comme un mouvement populaire, et ce type de travail est encore aujourd'hui à la base de notre travail politique. Nous devons aussi nous inspirer de la force de l'engagement exprimée dans les mouvements populaires, qui se créent pour réagir face aux injustices et aux problèmes de la société actuelle.

La démocratie suppose des citoyens actifs. Les mouvements populaires, anciens ou récents, et l'éducation populaire – avec la capacité de changement qui se fait jour quand des personnes se rencontrent pour discuter ensemble et agir ensemble – doivent donc jouer un rôle déterminant dans l'édifice social. Ils permettent aux personnes de changer leur environnement proche et d'élargir leurs connaissances et leurs horizons au contact d'autrui. Ils sont des lieux de rencontre exempts de toute considération de rentabilité commerciale, où les citoyens peuvent naturellement coordonner leurs expériences et leurs revendications personnelles pour formuler une nouvelle perspective sociale. Ils cimentent une conscience du monde démocratique, qui alimente à son tour un sentiment de responsabilité personnelle pour la sauvegarde de la démocratie. Les techniques modernes de l'information ouvrent à cet égard de nouvelles perspectives de participation au débat, de forums de rencontre entre habitants de différentes parties du pays et de contacts plus proches entre les électeurs et leurs élus.

Les mouvements populaires ont toujours été d'importants vecteurs du débat démocratique, et ce rôle est aujourd'hui renforcé par l'influence accrue des médias. Les médias jouent elles-mêmes un rôle important dans la libre formation de l'opinion et dans la libre circulation de l'information. Mais la concentration des pouvoirs dans le secteur des médias et l'association toujours plus étroite de ce secteur à l'industrie du divertissement, uniformisent toujours plus cette circulation de l'information, fondée dans de trop nombreux cas sur la consommation passive et non sur l'engagement social. Lutter contre cette concentration des pouvoirs, préserver la diversité et protéger les chaînes publiques de radio et de télévision sont des objectifs essentiels de la politique social-démocrate dans le domaine des médias. Les médias non commerciaux voués à la popularisation des connaissances, à l'éducation populaire et à l'élargissement de la politique culturelle, renforcent la démocratie. D'autres contreponds indispensables à la commercialisation du débat public sont les forums publics de discussion où les citoyens peuvent échanger pensées et expériences, et qui sont en particulier la marque des mouvements populaires. Les débats, la formation de l'opinion et le contrôle de la politique ne doivent jamais être accaparés par des professionnels du débat. À l'instar du travail social, le débat portant sur la société et la culture doit être porté par l'engagement personnel des citoyens.

La confiance dans la démocratie dépend à la fois des possibilités offertes aux citoyens d'y participer et de sa capacité d'action, de la réalisation en pratique des décisions prises par le politique. Le droit de participer et de peser sur les décisions est en fait le droit de changer la réalité. La démocratie perd sa crédibilité si elle n'est pas capable de résoudre dans la pratique les problèmes auxquels les citoyens se heurtent dans leur vie quotidienne, de corriger les défauts qu'ils constatent dans la société. La puissance d'action de la démocratie doit être défendue pied à pied, à la fois contre les groupes qui tirent leur force de leur puissance économique et contre les groupes qui, renvoyant à des compétences ou à des connaissances spécialisées, considèrent qu'ils ont plus de droits sur la prise de décisions politiques.

L'internationalisation est porteuse de nouveaux défis lancés à la participation internationale. De nombreuses décisions politiques qui pouvaient jadis être prises au niveau national, exigent aujourd'hui une coordination internationale. Ce phénomène renforce le pouvoir d'action de la démocratie, mais creuse l'écart qui la sépare des électeurs. Il crée souvent le sentiment que l'engagement personnel et les tentatives de se faire entendre sont futiles. La nécessité de pouvoir agir entre en conflit avec la nécessité d'une participation populaire.

Les méthodes de travail et les processus de décision dans les organes politiques internationaux doivent en conséquence être examinés et affinés dans le sens de la transparence et du contrôle, afin de consolider leur fondement démocratique. Cela signifie aussi que les institutions politiques et leur conception doivent être réformées pour renforcer, par des voies plurielles, la participation des citoyens. Une telle révision des anciennes méthodes de travail et des institutions établies suppose un effort considérable, tant des différents organismes publics que des partis politiques.

### ***Une économie démocratique***

Une production moderne, techniquement avancée, suppose nécessairement de lourds investissements financiers. Pour disposer de telles ressources financières, la production doit dégager certains résultats – un profit. Dans ce sens purement économique, l'accumulation du capital est incontournable.

Mais dans le débat politique, le concept de capitalisme a depuis longtemps un contenu différent, plus large que son seul sens économique. Il désigne un système de pouvoir où celui qui détient le capital dispose d'un pouvoir prévalant sur tous les autres intérêts, et où les droits des individus sont déterminés par leur rentabilité financière. Cette forme de pouvoir opprime tous ceux qui ne sont pas de grands financiers. Elle est à l'origine d'injustices criantes et de fortes tensions sociales sur le plan national et international. Elle mène à une exploitation excessive de l'environnement et des ressources naturelles.

Contre ce pouvoir monopoliste, la social-démocratie prône une économie qui a pour premier souci les intérêts du peuple. Nous oeuvrons pour un ordre économique où tous les individus ont le droit et la possibilité, en tant que citoyens, salariés et consommateurs, de peser sur l'organisation et la répartition de la production, l'organisation du travail et les conditions de travail. Cet ordre combine plusieurs modes de propriété et de gestion. Il considère que les considérations environnementales sont des conditions préalables à toute production. Il exige que le monde de la production se fonde sur le respect du travail de tous, sache mettre à profit l'engagement et le travail de tous et soit garant d'une juste péréquation des résultats de la production. Il suppose le respect des règles du jeu que la démocratie a le droit incontestable de fixer.

Cet ordre n'est pas incompatible avec la propriété privée. Il se fonde, à l'instar de toute production moderne, sur la nécessaire rentabilité du capital investi. Il considère que l'entreprise et ses gestionnaires comptent parmi les nombreux acteurs qui sont importants pour l'économie. Il estime que l'économie de marché est un volet de la vie économique. Mais il ne permet pas que l'exigence d'un profit privé prévale sur tous les autres intérêts et puisse déterminer la direction prise par l'économie, et n'accepte pas que le marché soit la mesure de l'utilité sociale et de la vie en société.

Dans le conflit opposant le travail au capital, la social-démocratie est toujours du côté du travail. Le parti social-démocrate est et reste un parti anticapitaliste, qui s'oppose toujours au capitalisme quand il tente de prendre le contrôle de l'économie et de la société.

La société démocratique a toujours le droit prééminent de fixer les conditions et le cadre de l'activité économique. La société démocratique a aussi toujours le droit de modifier les conditions et les méthodes choisies si une manière donnée d'organiser le

travail et l'économie ne répond pas aux véritables intérêts du peuple. Les intérêts économiques n'ont jamais le droit de tracer les limites de la démocratie, c'est au contraire toujours la démocratie qui fixe les limites du marché et des intérêts économiques. La social-démocratie rejette une évolution sociale qui mènerait à la domination du capital et du marché et commercialiserait les relations sociales, culturelles et humaines. Les normes du marché ne doivent jamais être la mesure de la valeur d'êtres humains ou servir de norme à la vie sociétale ou culturelle.

Pour le bien-être commun, la démocratie doit être associée à une vie économique performante. Une production inefficace se traduit par un affaiblissement des profits tirés du travail effectué, et donc par un résultat d'exploitation médiocre, c'est-à-dire moins de ressources pour les mesures de protection sociale. Cette évolution sape à son tour la confiance dans le modèle démocratique. Une fois de plus, l'expérience montre que l'efficacité et la productivité supposent la transparence et la richesse de la diversité. Elles supposent l'intervention directe des consommateurs et un monde du travail qui se fonde sur le respect du savoir-faire, des idées et de l'engagement de ses employés. Elles supposent que certains aient la possibilité de réaliser leurs idées en montant leur propre entreprise.

Les conditions de la démocratie comme celles de la performance mènent aux mêmes conclusions : la vie économique doit pouvoir être modelée par de nombreux facteurs différents, et ce sur plusieurs plans. Les nombreuses demandes, variables avec le temps, qui sont adressées à la vie économique ne peuvent être satisfaites par les seules décisions politiques ou par la seule prééminence des lois du marché. Elles supposent une économie mixte, qui se fonde sur une combinaison d'objectifs sociaux et de mécanismes commerciaux, des syndicats forts et des consommateurs conscients et sur le qui-vive, soutenus par une réglementation appropriée des droits des consommateurs.

Les décisions politiques doivent fixer les règles du jeu pour prévenir toute forme d'exploitation, assurer l'équilibre social de l'économie, répartir avec justice le résultat de la production et veiller au respect des droits sociaux fondamentaux. Le marché est nécessaire à une production efficace qui crée et recrée les ressources nécessaires au financement des mesures sociales. Il faut faire une distinction entre le capitalisme et l'économie de marché. L'économie de marché est un système de distribution dans lequel les biens et les services s'échangent pour de l'argent. Le capitalisme est une structure de pouvoir dont le premier souci est la rentabilité du capital.

Dans le marché des biens et des services privés, le mécanisme des prix est un système de communication rapide entre le consommateur et le producteur. De nouvelles entreprises peuvent s'épanouir rapidement en réponse à la demande des consommateurs, et la concurrence entre les différentes entreprises crée un espace autorisant le consommateur à faire un choix. Le marché se fonde sur un nombre important d'acteurs indépendants, garants de l'échange de nombreuses idées, qui sont ainsi à l'origine de ressources économiques importantes.

Le marché ne peut pas se reproduire seul. Sa tendance intrinsèque à la concentration va à l'encontre de la diversité qui est la condition même de son existence. Le mécanisme des prix, qui est l'outil maître du marché, est incapable d'assurer la stabilité des règles du jeu dont le marché a besoin pour bien fonctionner. Seuls les organes publics, indépendants du marché, peuvent mettre en place et faire respecter cette réglementation. Seule une telle réglementation est capable de faire jouer la concurrence et de contrecarrer la tendance à la concentration qui perturbe la libre détermination des prix – au détriment des consommateurs – et crée le type de monopoles privés que le mouvement ouvrier a toujours combattus.

Les mécanismes du marché ne parviennent pas plus à gérer ce qui n'a pas de valeur commerciale, comme l'air et l'eau. Une fois de plus, des mesures s'imposent sous forme de décisions politiques, et des contrepoids sous forme d'une opinion consciente des consommateurs.

Le marché n'est ainsi qu'un élément du système économique mixte que privilégie la social-démocratie. Le marché ne peut satisfaire que les besoins et les désirs qui se manifestent par une demande suffisamment forte. Les prestations à la base de la protection sociale, c'est-à-dire les droits dont bénéficient tous les habitants, indépendamment de leurs revenus, doivent être soustraites du système de distribution du marché et attribués en fonction d'autres critères. C'est le cas de l'éducation, de la santé et des services sociaux. C'est le cas du système judiciaire. C'est le cas de la culture. C'est le cas du logement, dans la mesure nécessaire pour garantir à tous un logement correct. C'est le cas d'une politique garante de l'accès à la communication et aux services sociaux dans l'ensemble du pays.

Le choix entre l'action publique et la gestion privée doit être tranché en fonction de ce qui assure le meilleur résultat en matière de justice et d'efficacité. Le choix peut varier d'un secteur économique à l'autre, en fonction des situations et des besoins rencontrés. La clé de répartition peut être revue si le choix initial ne répond pas aux besoins prioritaires. La social-démocratie rejette toute forme de fondamentalisme économique, de gauche comme de droite, qui considère qu'une seule et unique forme de propriété est compatible avec une bonne société. Ce qui est déterminant n'est jamais une question de forme, et toujours la question de savoir si les objectifs sont atteints.

Une économie démocratique n'est pas une économie exempte de conflits d'intérêts, de difficultés et de réajustements. Une économie démocratique ne se fonde en revanche pas sur l'exploitation des personnes et de l'environnement. Une économie démocratique est une économie où les différents intérêts interagissent, et où le capital se plie aux règles dictées par la démocratie. Une économie démocratique aide ceux qui doivent faire face au changement et s'adapter à une situation nouvelle. Une économie démocratique se fonde sur le droit de tous, sur le plan individuel comme territorial, de participer à la création des richesses et d'en profiter.

### ***Egalité et diversité***

Plusieurs facteurs différents sont cause d'inégalité dans la société, mais ils ont un point fondamental en commun: L'individu n'est pas perçu et pris en compte comme une personne et n'a pas la possibilité de s'épanouir conformément à ses capacités et à ses choix. Le choix est subordonné à l'appartenance de l'individu à un certain groupe, décidé en fonction de critères de classe, de sexe ou d'ethnicité, de handicaps physiques, d'âge ou de préférence sexuelle. Ce trait se retrouve aussi dans la situation rencontrée au travail, et dans la place que l'on y réserve à l'individu.

La social-démocratie oeuvre pour une égalité dans la répartition des ressources qui ont une importance pour la possibilité des personnes de choisir leur vie et la société dans laquelle ils vivent. Notre tâche, aujourd'hui comme par le passé, est de modifier les structures de pouvoir qui interdisent à certains de grandir et de s'épanouir. Une politique égalitaire doit toujours se fonder sur les besoins et la situation de ceux qui sont victimes de l'inégalité, mais les réformes pour plus d'égalité doivent toujours être appuyées par une majorité de la population, convaincue que ces réformes sont justes et judicieuses. Dans le cas contraire, elles ne seraient pas viables. La société égalitaire n'est possible que si elle élargit les horizons et enrichit la vie de tous les citoyens.

Le régime de protection sociale existant a donc tiré sa force de l'association de besoins perçus par des groupes de la population dans différentes phases de leur existence, à des solutions qui ont apporté une sécurité et une liberté générales. De la même manière, notre politique actuelle doit trouver des solutions qui associent les besoins de ceux qui sont encore limités dans leur vie quotidienne et condamnés à des rapports d'infériorité et de ceux qui, en grande partie grâce à la politique social-démocrate, ont déjà accédé à la liberté et à l'indépendance.

Une politique égalitaire suppose des droits et un accès égal à l'emploi qui ouvre la voie à l'indépendance économique et à la possibilité de progresser et de s'épanouir. Elle a pour objectif le droit d'avoir son mot à dire dans son travail et un monde du travail qui apprécie à sa juste valeur et respecte les efforts consentis. Elle suppose le droit et la possibilité ouverte à tous de participer au travail politique et syndical, aux manifestations culturelles et aux mouvements sociaux. Elle a pour objectif le dépérissement des phénomènes de classe et des rôles sexuels traditionnels, comme celui des préjugés ethniques et des autres formes de discrimination.

Le plein emploi, un salaire égal pour des tâches similaires et une organisation qui permet à chacun d'intervenir et de s'épanouir dans son travail en sont les conditions fondamentales. Un autre volet fondamental est l'éducation, qui met chacun en mesure de se déterminer, dans l'adolescence avec le choix d'une formation et d'un métier, et plus tard à l'âge adulte.

Une politique égalitaire doit se fonder sur un financement juste et solidaire du bien-être commun, et suppose une politique de distribution efficace et ambitieuse. Les impôts qui financent ce bien-être sociétal doivent être prélevés en fonction des moyens, et les services qu'il propose doivent être répartis en fonction des besoins.

Une politique égalitaire a aussi pour objectif le droit égal de l'homme et de la femme à une vie professionnelle et familiale, et un partage égal des responsabilités par rapport au foyer, à la famille et aux enfants. Cela suppose un monde du travail qui permet d'associer vie familiale et vie professionnelle, et de bons services de garde et de prise en charge des enfants.

Une politique égalitaire est une politique d'intégration qui se fonde sur l'acceptation et la mise à profit de la diversité et sur un respect mutuel des immigrés et de la population de souche. La culture et la religion sont des piliers de l'identité personnelle et peuvent enrichir la vie en société. La diversité religieuse et culturelle doit être encouragée dans la mesure où elle ne s'oppose pas à la liberté des autres et à leurs possibilités de choisir leur propre existence.

Une politique égalitaire a pour objectif une société où les handicapés sont considérés comme des concitoyens aussi compétents et autonomes que les autres, jouissant des mêmes droits à une vie active et indépendante, au travail, au logement et à une pleine liberté de mouvement dans la société. Elle est une politique de parité sexuelle, où les individus peuvent choisir la vie commune de leur choix sans risque d'exclusion ou de discrimination. Elle est une politique qui vient à l'aide des handicapés mentaux et des aliénés. C'est une politique qui inclut tous les âges dans l'édifice social, qui apprécie l'expérience et la compétence des personnes âgées et privilégie toujours dans son action les droits et les besoins des enfants.

Une politique égalitaire exige des mesures dures et déterminées contre toutes les formes de racisme et de xénophobie et contre les vexations et violences sexuelles. Elle suppose un combat contre toutes les formes de préjugés et de discrimination qui limitent l'éventail des choix individuels. Elle est une politique de diversité où chacun est perçu comme un individu libre de s'épanouir à son rythme, et qui a dans le même temps le droit de participer à la vie professionnelle et sociale aux mêmes conditions que les autres.

La réglementation de la société doit toujours être conçue de manière à encourager l'évolution vers plus d'égalité dans la diversité. Le marché du travail et le secteur éducatif jouent un rôle déterminant dans l'élimination des préjugés de classe et des inégalités dues au sexe, à l'ethnicité ou aux handicaps. Il s'agit pourtant aussi pour une large part de modifier les appréciations et partis pris, et de rompre avec les comportements qui se fondent sur ces visions. Les mouvements populaires et les partis politiques, les entreprises et les organisations syndicales, les écoles et les garderies ont tous des responsabilités à assumer. Le rôle de la social-démocratie en tant que mouvement populaire est d'animer le débat et d'œuvrer au sein de son propre mouvement à l'application du devoir de diversité et d'égalité.

Cette soif d'égalité, sous tous ses aspects, doit caractériser la politique social-démocrate dans tous les domaines.

### ***La politique du bien-être***

La politique social-démocrate du bien-être est l'expression de ses trois principes : liberté, égalité, solidarité. Elle est l'héritière de la ligne de pensée qui réfléchit à la construction commune de la société. Elle est à l'origine de droits et de prestations sociales. Elle accorde des droits, mais impose aussi des devoirs.

Elle s'adresse à tous, pas uniquement à ceux qui ont de faibles revenus. Tous participent aux mêmes droits et aux mêmes devoirs, sur des bases égales. Les citoyens ne sont pas scindés en «payeurs» et «bénéficiaires», comme c'est le cas des prestations liées aux revenus, avec les conflits d'intérêt qu'elles peuvent entraîner. La politique générale du bien-être est quelque chose que les citoyens se proposent les uns aux autres, et qu'ils contribuent solidairement à payer. Son importance se fonde donc à la fois sur la liberté et la sécurité qu'elle apporte à l'individu, et sur la cohésion sociale qu'elle crée.

La politique du bien-être a pour objectif la sécurité économique, mais aussi une juste distribution des chances que peut apporter l'existence, ainsi que la possibilité de choisir à différentes phases de la vie. Tout le monde doit avoir le droit de travailler, et tout le monde doit avoir le droit de progresser dans son travail. Tout le monde doit avoir droit à une enfance et une adolescence sans danger, conformément à la convention des Nations-unies sur l'enfance. Tous les enfants et adolescents doivent avoir droit à une enfance à l'abri des drogues et de la violence. Tout le monde doit avoir accès à la connaissance et à la culture. Tout le monde a droit à un bon logement pour un coût raisonnable, dans un environnement sans danger. Tout le monde a droit à une vieillesse dans la sécurité et la dignité. Tout le monde a le droit de choisir son destin sans se heurter aux préjugés et aux discriminations, et sans risquer de se retrouver dans un état d'infériorité sociale. Tout le monde est aussi responsable de la défense des prestations sociales et d'en prévenir l'abus.

La politique de bien-être est plus qu'un simple redressement des injustices créées par l'économie. La politique de bien-être est une question d'égalité. Elle veut conférer aux citoyens plus de contrôle sur leur destinée. Elle contribue ainsi à modifier les rapports de pouvoir existant dans l'économie et dans la société.

Les assurances sociales et les prestations publiques comme la santé, les soins et l'éducation ne peuvent de cette façon jamais être réduites à des marchandises sur un marché, où le rôle de la société ne serait que de répartir les sommes collectées par les impôts pour couvrir les achats de chacun. La société de bien-être suppose que les citoyens assument la responsabilité de leurs propres intérêts, mais aussi des droits de tous les autres. Elle doit être agencée de manière à rendre possible l'exercice de cette responsabilité commune. Les modèles qui réduisent les prestations sociales comme la santé, les soins ou l'éducation au rang de marchandises sur un marché des services sont irréconciliables avec l'exigence de prise de responsabilité solidaire. Les principes de la concurrence et du marché ne doivent pas être la norme de l'activité publique. Cette dernière doit être fondée sur les principes démocratiques, la transparence et des rapports univoques de responsabilité.

Nous ne pouvons pas accepter une évolution tendant à accroître la part des assurances privées dans le domaine des prestations sociales. Elles constituent une menace contre le bien-être général et sont la cause d'inacceptables injustices dans l'accès des citoyens aux prestations.

L'école, la santé et les soins occupent une place essentielle dans l'accès individuel au champ des possibles. L'accès inégal à l'éducation, à la santé et aux soins se répercute et s'aggrave en possibilités inégales d'épanouissement personnel, de participation à la société et d'emploi. De tels clivages nuisent aux individus et nuisent à la société. Un accès égal à ces prestations, de qualité également haute pour tous, est la pierre d'angle d'une politique égalitaire. L'école, la santé et les soins doivent aussi être conscients de l'importance des stéréotypes de classe et de sexe, et travailler consciemment à leur élimination.

C'est pourquoi l'école, la santé et les soins relèvent du secteur public. Leur répartition ne doit jamais être abandonnée aux mécanismes des prix commerciaux, et leur offre ne doit jamais être décidée par les intérêts des producteurs individuels, à la recherche d'un profit personnel.

L'école, la santé et les soins doivent être solidairement financés par les impôts. Les élus doivent être responsables de la répartition entre différents objectifs, pour veiller à ce que l'argent des impôts soit employé conformément aux exigences d'un même accès et d'une qualité égale pour tous. La société doit être en mesure de proposer des services satisfaisants de formation, de santé et de soins dans le respect des normes fondamentales de qualité et du principe de distribution en fonction des besoins.

Tous les habitants du pays doivent avoir un même accès à l'école, à la santé et aux soins. Ce principe suppose une péréquation des revenus fiscaux entre les communes. Dans le cas contraire, l'inégalité des pressions fiscales et les différents profils démographiques locaux mèneraient à des différences entre les prestations proposées aux habitants des différentes communes.

Nous voulons développer les activités du secteur public pour qu'elles soient conformes aux normes classiques de justice et d'égalité d'accès et pour répondre aux nouvelles demandes d'intervention et de liberté de choix. Avoir un droit d'intervention sur l'école, l'établissement de santé ou de soins locaux, c'est disposer d'un pouvoir sur sa propre vie, nécessaire au sentiment de participation et de responsabilité à l'égard de la société.

Les individus sont différents, comme le sont leurs besoins et leurs talents. Différentes méthodes pédagogiques, approches médicales et options de prise en charge sont donc nécessaires. Il doit être possible de choisir entre différents types de soins et de formation, à condition que plusieurs choix soient possibles. À cet égard, la situation n'est pas la même dans les grandes agglomérations et dans les petits villages.

La diversité des solutions est aussi importante dans une perspective égalitaire que dans celle de la liberté des choix. Une des missions manifestement prioritaires du secteur public est de mettre au point, dans le cadre de ses propres activités, des alternatives correspondant aux différents besoins et souhaits de la population. Les coopératives, les organismes à but non lucratif ou spécialisés ont aussi leur place. Elles doivent pouvoir bénéficier d'un financement public si elles se plient aux mêmes règles que les institutions publiques. La possibilité de choisir d'autres solutions s'inscrit dans la liberté de choix des citoyens en matière d'éducation, de santé et de soins, et non dans la liberté de choix du prestataire de services, qui choisirait les élèves ou les patients les plus rentables. L'accès de la population aux prestations publiques ne doit pas être fonction des choix économiques de certaines entreprises.

Les institutions financées par les fonds publics doivent aussi se conformer à des normes sévères en matière de conditions de travail et de possibilités d'épanouissement et d'intervention des employés sur leur lieu de travail. Elles doivent savoir mobiliser l'engagement et la compétence des employés et permettre l'essai en pratique de nouvelles idées et solutions. Dans le secteur public comme dans l'alternative privée, la créativité et l'autonomie doivent être encouragées. Les activités doivent être placées sous le signe de la transparence et de l'ouverture. La liberté d'expression et de communication des employés ne doit pas être limitée.

Les ressources fiscales sont limitées, et ne suffisent jamais à satisfaire tous les souhaits qui lui sont adressés. Il est toujours nécessaire de choisir entre plusieurs voies, compte tenu des exigences de justice et de qualité égale pour tous. Cette appréciation doit être le fruit d'un processus démocratique ouvert aux interventions, dans le cadre de la démocratie représentative. La possibilité de faire appel à des alternatives privées ne peut donc pas être conçue comme une règle prenant automatiquement effet, qui aurait prééminence sur le processus démocratique.

Pour des raisons économiques et dans un souci d'efficacité, les communes et l'assemblée nationale doivent être libres d'adapter les prestations sociales aux situations et aux besoins locaux. Les objectifs nationaux fixés à ces activités ne doivent cependant jamais être ignorés par décision locale. Les droits des individus, fixés par décision directe de l'assemblée nationale et du gouvernement et intégrés aux objectifs nationaux déterminés pour les écoles et les établissements de santé et de soins, ne peuvent être minés par des décisions locales.

La sécurité et la liberté des individus dépendent d'une bonne protection économique en cas de perte des revenus. La sécurité sociale doit être garante de cette protection en cas de perte des revenus. Seul un système d'assurance général et sociétal est capable de prendre en charge à la fois les besoins individuels de protection et la demande particulière de protection des groupes vulnérables, qui sont les principes fondamentaux de la politique de distribution. Le système d'assurance doit être adapté à un marché du travail qui voit un nombre croissant de personnes alterner entre périodes d'études et de travail, et associer travail salarié et travail libéral.

Dans beaucoup des phases de transition de l'existence, la liberté et la sécurité se cristallisent autour de la possibilité de s'adapter à une situation nouvelle. Celui qui perd son travail a le droit de suivre une formation pour trouver un nouvel emploi, et le droit de prendre le temps de se trouver un nouvel emploi approprié. Celui dont la capacité de travail est réduite à la suite d'une maladie ou d'un accident a droit à une rééducation. Celui qui est handicapé a droit à un soutien qui l'aide à vivre une vie indépendante et à apporter une contribution au monde du travail. Celle qui met au monde un enfant a droit à une indemnité parentale, et ceux qui ont des enfants en bas âge ont droit à bénéficier de services adaptés et sûrs de garde et de prise en charge, qui permettent s'associer vie familiale et vie professionnelle.

La politique du logement est un volet incontournable du bien-être général, et constitue le quatrième pilier de la politique du bien-être, fondée par ailleurs sur l'école, la santé et les soins. Le logement est un droit social, et la société est donc responsable d'assurer l'accès au logement. Des organismes d'intérêt public coopératifs et puissants sont nécessaires pour combattre la ségrégation et garder le contrôle des coûts. Le droit d'intervention des habitants sur leur logement et leur quartier doit être renforcé.

La politique du bien-être au sens large englobe aussi les mesures de prévention des accidents du travail, des maladies et de l'exclusion du monde du travail. On retrouve ici les services de santé préventive, la législation sur les conditions de travail, la formation pour adultes et la formation pour l'emploi. La politique du bien-être suppose aussi la sécurité dans les rues, sur les places publiques et dans les foyers. La lutte contre la criminalité est un volet de la politique de sécurité, mais suppose aussi une lutte contre les causes de cette criminalité. La société doit réagir sans équivoque contre les infractions et le non-respect des règles. La meilleure lutte à long terme contre la criminalité est l'instauration d'une société où les clivages sociaux sont minimales, où tout le monde a droit à un emploi, où les violences sexuelles sont éliminées et où les adolescents peuvent grandir en toute sécurité.

### ***Travail et croissance***

Une économie forte, une production forte, une compétitivité internationale élevée sont les bases d'une poursuite de la croissance sur le plan de l'emploi, des salaires réels et des prestations sociales.

Le bien-être est dans le même temps un atout pour la croissance. Quand un nombre plus élevé d'habitants bénéficient d'une bonne formation et élargissent leurs compétences, c'est toute l'économie qui se renforce. Une politique active de l'emploi facilite la réinsertion des chômeurs, et simplifie la tâche des employeurs à la recherche d'un personnel qualifié. L'assurance-maladie permet aux citoyens de prendre soin de leur santé et limite les exclusions du monde du travail.

Avoir des enfants est aussi une question de bien-être et de chances dans l'existence. Cette question engage l'avenir, et par là le développement économique. Un monde du travail prenant en compte cette dimension est essentiel si les femmes et les hommes doivent pouvoir réaliser leurs objectifs personnels sur le plan familial. La social-démocratie s'efforce de créer une société favorable à l'enfance et à la famille.

La compréhension des liens entre une économie forte et le bien-être doit déterminer la politique, et poser les conditions des formes prises par la croissance. Le but de la croissance est d'accroître le bien-être humain et elle ne peut donc se faire au prix de méthodes qui minent la santé et la qualité de vie des personnes, nuisent à l'environnement ou appauvrissent les ressources naturelles. Une telle croissance n'est pas une croissance; les coûts humains, écologiques et sociaux qu'elle suppose sont supérieurs aux gains qu'elle fait miroiter à court terme.

Toute croissance est le fruit d'un effort humain: du développement technique, résultat de l'inventivité humaine, des structures sociales que les hommes mettent en place pour la production et la consommation, du capital dégagé de ces ressources et – avant tout – du travail de l'homme, qui met en oeuvre les techniques et les capitaux dans les entreprises. Le travail de l'homme est la base de tout bien-être matériel et de toute culture.

Une politique de croissance doit donc avoir le souci de créer un cadre favorable au travail, à la créativité et à l'esprit d'entreprise des citoyens dans l'ensemble du pays. La croissance est la somme de nombreux efforts, déployés dans tous les secteurs du monde du travail et dans toutes les régions géographiques. Elle suppose le plein emploi et un monde du travail qui sache tirer profit du savoir-faire et des compétences de tous ceux qui veulent travailler.

Le plein emploi est un objectif social autant qu'économique. Il permet à chacun de participer à la création des richesses et prévient les phénomènes d'exclusion qui accompagnent le chômage, source d'inégalités et de dommages humains. Il facilite l'évolution vers plus de parité et la lutte contre les préjugés ethniques et la discrimination en émoussant les phénomènes de tri qui, sur un marché du travail plus faible, supplantent la priorité accordée au savoir-faire et aux compétences en excluant certains pour des raisons de sexe, d'origine ethnique, d'âge ou de handicap physique.

La politique de croissance de la social-démocratie se fonde sur le droit à un travail utile, avec de bonnes conditions de travail dans tous les secteurs d'activité, de bonnes conditions offertes aux entreprises, un bon environnement de travail sans fatigue excessive, des possibilités d'épanouissement ouvertes à tous et sur le respect de la valeur de toutes les contributions. Tous les employés doivent avoir la possibilité d'avoir leur mot à dire dans le travail. Tous les employés doivent avoir la possibilité de développer leurs connaissances, de compléter leur formation. Le monde du travail doit être organisé pour mettre à profit la compétence – formation

et expérience - des employés et de la développer sur le lieu de travail. La puissance de l'économie en dépend, compte tenu des besoins croissants en connaissances, mais l'objectif d'égalité est, lui aussi, en jeu. Dans le même temps, l'exigence d'égalité suppose un droit naturel à de bonnes conditions de travail et des revenus sûrs, même pour ceux dont les tâches ne demandent pas une formation de longue durée. Ces fonctions jouent aussi un rôle dans le résultat de production total, ce que doivent refléter les conditions de travail et le niveau des salaires.

L'ensemble de la production doit être capable de tirer parti de la richesse des idées et de l'autonomie de toutes les parties impliquées, employés et gestionnaires. Les règles de l'entreprise doivent être claires et compréhensibles. Les efforts de recherche et de développement doivent être encouragés. Les nouvelles créations et l'esprit d'initiative doivent être encouragés et l'esprit d'entreprise des coopératives doit être stimulé. Une législation efficace sur la libre concurrence doit contrecarrer les tendances au monopole et à la concentration.

Des organisations syndicales puissantes sont nécessaires pour faire valoir les intérêts communs des employés en matière de salaires, conditions de travail, horaires et conditions d'embauche. Ces points à convenir entre parties bénéficiant de droits égaux sur le marché du travail ont une légitimité évidente. Les conventions collectives sont aussi une condition nécessaire à la légitimité des règles régissant le monde du travail et à la paix sociale. Une législation détaillée du droit du travail est nécessaire à la protection des employés.

Le système fiscal doit contribuer au bon fonctionnement des entreprises et à une juste répartition des ressources créées par les forces productives. Il doit être conçu de manière à promouvoir les comportements économiquement sains, tout en garantissant les possibilités de financement de prestations sociales importantes. La simplicité et la lisibilité de la réglementation, son homogénéité et une large base d'imposition sont des principes fondamentaux. L'effet cumulé des impôts, taxes et contributions ne doivent pas avoir des effets sensibles sur le travail et l'esprit d'initiative.

Un monde du travail qui tire parti des compétences de tous les travailleurs doit prendre en compte les différentes capacités et situations des citoyens. Ceux qui ont des enfants doivent pouvoir mener de front une vie familiale et professionnelle. Ceux qui approchent de l'âge de la retraite doivent pouvoir travailler moins ou se voir confier des tâches moins fatigantes, s'ils sentent que leurs forces baissent. Les moyens techniques permettant d'adapter les postes de travail aux besoins des personnes handicapées doivent être pleinement mis en oeuvre.

Ces mesures permettent d'améliorer la qualité de vie des employés et de dynamiser les entreprises en combinant les besoins des employés et les demandes du monde du travail actuel, qui suppose une flexibilité des personnes et des horaires. Les formes de flexibilité qui rejettent tous les coûts sur les employés sous forme de conditions d'embauche précaires, sont en revanche indéfendables.

La discrimination et les préjugés qui impliquent une sous-estimation ou une négligence de la compétence et de la volonté de travailler de certains groupes, sont un gaspillage inacceptable de ressources humaines qui doit être vigoureusement combattu. Que des gens qui veulent et peuvent travailler soient exclus d'un monde du travail qui les sous-estime, est une offense à la dignité humaine et une source d'injustices sociales graves.

Tout le monde a le droit d'avoir une influence sur ses horaires de travail. Nous voulons réduire la durée du travail, d'une manière qui permette de renforcer ce droit de peser sur les choix. L'objectif est de réduire la durée de travail à l'équivalent de 30 heures par semaine.

Tous les habitants du pays trouvent un intérêt commun dans la croissance et le développement national. Un développement égal entre les régions crée plus d'emplois, tire un meilleur profit des différentes ressources du pays et se traduit ainsi par la création de plus de richesses, nécessaires au bien-être commun. Une croissance inégalement répartie crée pour sa part des problèmes de surchauffe dans certaines régions et des problèmes de stagnation dans d'autres. Dans les deux cas, elle se traduit par une exploitation médiocre des ressources et par des coûts sociaux plus élevés. Toutes les régions doivent donc pouvoir proposer de bonnes conditions de travail, d'initiative et d'études, et un bon cadre de vie à leurs habitants.

Plusieurs facteurs de l'économie contemporaine facilitent la distribution de cette croissance sur tout le territoire national et ouvrent de nouvelles possibilités de croissance économique à nombre de régions. Les techniques modernes de l'information gommant l'importance des écarts géographiques. La transition vers un développement écologiquement durable se fonde entre autres sur un usage accru de ressources situées en dehors des grandes agglomérations, comme les forêts et les récoltes. L'importance croissante du secteur du tourisme crée de nombreux emplois. Ces facteurs annoncent de nouvelles possibilités de créer des marchés du travail plus variés et plus attractifs dans toutes les régions. Une condition à cela est l'existence d'un système de transport et de communication qui unisse les différentes agglomérations locales en un marché du travail commun et permette des relations flexibles avec d'autres régions.

Créer et préserver les conditions fondamentales de la croissance qu'assurent de bonnes infrastructures et une distribution égale des centres de compétences dans tout le pays, relève de la responsabilité nationale. La politique de croissance régionale doit se fonder sur une valorisation des ressources régionales, ce qui suppose un degré important de liberté accordé aux régions pour concevoir leurs propres solutions et pour tirer un parti optimal de leurs avantages naturels. Des réseaux locaux et régionaux performants sont déterminants pour la création d'entreprises et pour le marché du travail. Les coopératives et autres acteurs de l'économie sociale ont un rôle important à jouer dans la croissance locale et méritent d'être soutenus.

### ***Unesociétéverte***

Une gestion judicieuse des ressources terrestres est une condition sine qua non de l'avenir de l'humanité. Le développement économique doit correspondre à la durabilité écologique, si les générations futures doivent aussi pouvoir vivre dans un monde où l'air est pur et l'eau limpide, dans des climats naturels et dans la biodiversité. Mais les ressources naturelles et les écosystèmes sont aujourd'hui exploités au-delà de ce qui est durable à long terme; si cette tendance ne peut être redressée, le monde risque de connaître une crise écologique profonde. Le passage indispensable à un développement écologiquement durable relève de la responsabilité de la planète entière. La social-démocratie a pour mission de promouvoir cette transaction à tous les niveaux internationaux. La tâche principale est une transition de la production, des systèmes énergétiques et des systèmes de transport vers des solutions plus sobres en énergie et plus efficaces, qui soient aussi compatibles avec des exigences de justice sociale. Elle suppose une réduction très forte de la consommation actuelle de ressources, ce qui signifie un changement du mode de production et de consommation. Elle suppose une nouvelle conception de la rationalité économique, une réorientation de la planification de la société civile et une responsabilité des individus pour leur propre consommation de ressources.

Le souci de l'environnement doit d'emblée être incorporé aux processus de production. Les ressources naturelles doivent être employées plus efficacement. La production d'énergie doit être restructurée. La diversité biologique doit être protégée. La politique agricole doit être conçue de manière à privilégier les modes de production agricole écologiquement durables et les produits sans danger, ainsi qu'un élevage éthiquement acceptable où les animaux vivent dans des conditions naturelles et ne souffrent pas. Les systèmes de transport doivent être réorientés vers les solutions collectives et des efforts de recherche doivent être consacrés au développement de moteurs à faible consommation, de nouveaux carburants et de techniques d'épuration plus efficaces. Réduire les rejets de gaz à effet de serre est une mission fortement prioritaire. Tous les impacts sur l'environnement sous forme de rejets et de déchets doivent être minimisés dans la mesure de ce qui est humainement possible.

La puissance de l'économie suédoise dépend de son alimentation en énergie, et la situation géographique de la Suède implique qu'une grande partie de cette énergie est consacrée au chauffage, à l'éclairage et aux transports. Mais le respect de l'environnement pose des limites à l'énergie qu'il est possible de produire. L'énergie nucléaire doit être abandonnée, alors que la consommation d'énergie fossile doit dans le même temps baisser. Ces objectifs divergents supposent de miser simultanément sur le développement de nouvelles sources d'énergie et sur celui de méthodes plus efficaces d'utilisation de l'énergie pour réduire la consommation totale. Des processus de production plus sobres en énergie doivent être conçus, tout comme des systèmes énergétiquement plus efficaces pour le chauffage des locaux commerciaux et des logements.

Le passage à un développement écologiquement durable est aussi un puissant moteur du développement économique, puisqu'il crée une demande de techniques plus économes en ressources, de moyens de transport mieux adaptés à l'environnement et de nouveaux modes de production d'énergie. La modernisation des logements et locaux commerciaux existants et la construction de nouveaux suppose des solutions écologiquement durables. Ce qui est nécessaire est donc une politique stratégique de l'environnement qui

combine le développement économique, social et écologique et qui dynamise le travail pratique de développement dans l'entreprise. La recherche, la législation et différents leviers de commande économique sont les principaux instruments de cette mission.

Une coopération internationale est nécessaire pour imposer une politique de l'environnement. Une telle coopération suppose que les pays riches prennent sur eux d'ouvrir l'accès des pays pauvres aux nouvelles techniques environnementales, dans l'agriculture comme dans l'industrie. Les pays riches, qui sont les principaux consommateurs d'énergie, sont dans le même temps responsables d'une restructuration de leurs modes de production et de consommation.

### ***La société de la connaissance***

La connaissance et la culture sont des instruments de liberté individuelle et d'épanouissement pour les personnes, et de développement, de croissance économique et de bien-être pour la société. La connaissance et la culture confèrent aux personnes la possibilité d'élargir leurs horizons, de libérer leurs pensées et de tirer parti de leur créativité. Cette libération des capacités créatrices est un contrepois décisif aux efforts déployés par les élites économiques et sociales pour prendre le pouvoir sur les esprits.

Donner à chacun la possibilité d'acquérir des connaissances est un levier déterminant de la lutte contre les barrières de classe. Le savoir et la compétence deviennent de plus en plus des outils de travail qui décident des trajectoires personnelles offertes par le monde du travail. D'importantes différences dans l'accès à ces outils creusent les écarts dans le monde du travail, et donc dans la société. Un haut niveau de connaissance et de compétence chez tous les acteurs de la production se traduirait en revanche par un bouleversement des rapports de classe créés par la production. Une forte compétence chez tous acteurs renforce parallèlement la puissance des entreprises, ce qui permet à son tour de dégager plus de ressources pour les prestations sociales.

Les nouveaux modes de production qui se font jour se fondent en grande partie sur la gestion de l'information. Les flux d'information n'ont jamais été aussi puissants qu'aujourd'hui, et les techniques modernes actuelles amènent une véritable démocratisation de l'accès à l'information. Mais le pouvoir de la connaissance n'est pas uniquement une question d'accès, mais tout autant une question d'interprétation de l'information. Tout transfert de savoir doit se fonder sur le respect des faits, mais doit également donner les outils nécessaires à une interprétation et une appréciation indépendante de l'information, à une compréhension des interdépendances sociales et au tri entre les faits et les jugements portés sur eux. Ce n'est qu'à ce prix que l'on peut parler d'une authentique démocratisation de la connaissance.

La tâche de la social-démocratie est aujourd'hui de créer une véritable société du savoir, fondée sur la formation et l'éducation, ouverte et accessible à tous et à des conditions équivalentes.

Un secteur éducatif développé suppose des instances sociales actives. Il suppose des locaux, un personnel et des infrastructures techniques ouvertes à tous. Il a pour enjeu la diffusion par les services de l'éducation et de la formation de données factuelles, ainsi que la formation à l'interprétation autonome et à la manipulation de ces données. Les secteurs de l'éducation et de la formation doivent donner à tous les enfants et adolescents les moyens d'assimiler les connaissances que l'école leur présente. Il doit donner à tous les adultes la possibilité pratique d'étendre et d'approfondir leurs connaissances et leurs compétences, sur le plan des savoir-faire professionnels comme sur celui de la culture générale. Il doit donner à tous la possibilité de s'adonner à des activités créatrices et de participer aux oeuvres professionnelles sur les différentes scènes culturelles.

#### *a. Une formation continue*

Toute formation doit impérativement être de haute qualité. Cette norme suppose une bonne formation des enseignants. Elle suppose aussi des recherches pédagogiques pour améliorer encore les méthodes d'enseignement.

La qualité de l'enseignement dépend aussi des conditions de travail à l'école, ainsi que d'une organisation du travail et d'une direction du personnel capables de tirer parti des compétences et des connaissances des enseignants. Les élèves – enfants comme adultes – doivent bénéficier des mêmes droits que les autres salariés en matière de conditions de travail et d'influence sur leur propre travail. L'apprentissage est un processus qui suppose un haut niveau d'engagement et de participation des élèves. L'enseignement est un travail d'équipe, qui doit se fonder sur le respect du rôle moteur joué par l'enseignant, qui incite à apprendre, et sur la volonté et la capacité des élèves de prendre en charge leur propre formation.

Pour le bien des enfants, il est important de garder une perspective globale sur l'ensemble de la période d'enfance et d'adolescence. La coopération et les échanges entre les types d'établissement et les niveaux scolaires doivent donc être développés. Le passage par le niveau du collège peut prendre des formes différentes, en fonction des capacités et des besoins. L'objectif est une école sans niveaux.

L'apprentissage et la réflexion sont des processus individuels. L'intérêt accordé au savoir et la possibilité d'acquérir des connaissances sont en revanche en grande partie dépendants de facteurs socioculturels. Chacun a aujourd'hui le même droit à l'éducation et les mêmes possibilités formelles d'accès, mais les possibilités réelles sont toujours conditionnées socialement. Il est donc nécessaire de demander à l'ensemble du secteur éducatif de proposer un éventail aussi large et des méthodes aussi variées que possible pour abattre les barrières de sexe et de classe. Cela suppose des milieux éducatifs exempts de brimades, de vexations sexuelles et de xénophobie. L'école et les établissements supérieurs doivent collaborer avec la société et le monde du travail environnant. Les écoles publiques où les enfants issus de différents milieux et d'origines variées se rencontrent pour travailler ensemble, sont un facteur important de lutte contre la ségrégation.

A la sortie de l'école, tous les élèves doivent avoir atteint les objectifs définis par les documents directifs. Le lycée doit permettre d'orienter les études en fonction des intérêts personnels, mais doter dans le même temps tous les élèves d'un noyau de connaissances approfondies qui leur seront nécessaires quand ils devront faire face aux demandes de la société et des entreprises contemporaines. La moitié au moins de chaque classe d'âge doit poursuivre des études de niveau universitaire ou supérieur. Le déséquilibre social du recrutement doit être corrigé, tout comme l'inégalité ethnique et sexuée dans le recrutement de nouveaux chercheurs.

L'école maternelle - où les enfants ont le droit d'être des enfants - jette les bases d'une formation qui se poursuivra toute la vie et doit être considérée comme un acquis de la société de bien-être, à l'instar de l'école. L'école primaire et le lycée doivent être gratuits, comme doivent l'être les études dans les établissements supérieurs publics. À long terme, cette norme doit aussi s'appliquer à l'école maternelle.

La croissance rapide des connaissances dont nous sommes aujourd'hui témoins signifie que la formation ne peut se limiter aux premiers stades de l'existence. La formation devient continue, tout au long de l'existence, avec des périodes de travail alternant avec des périodes de formation. Le secteur de l'éducation et le système de financement des études doivent s'adapter à cette situation, afin de permettre à la population de procéder à une révision continue de ses choix d'existence. Les adultes qui retournent sur les bancs de l'école ne sont pas dans la même situation que les jeunes, qui poursuivent simplement leurs études à la sortie des stades scolaires précédents. Il doit donc être possible d'étudier à des rythmes différents, d'associer études et emploi rémunéré, et de mettre à profit les possibilités ouvertes par les techniques de l'information pour la formation à distance.

Tous les adultes, dans tous les secteurs du monde du travail, doivent avoir la possibilité de poursuivre leur formation. Une attention particulière doit être accordée à ceux qui n'ont suivi qu'une formation élémentaire courte. Il est nécessaire d'élargir et d'approfondir les capacités de formation pour adultes, de formation continue et de formations professionnelles qualifiées. Les écoles supérieures, les stages de formation pour l'emploi et les organismes d'éducation populaire ont tous un rôle important à jouer.

La recherche jette les bases de tout approfondissement des connaissances, dans la société comme dans les entreprises. Pour garder et conforter la position de la Suède parmi les grandes nations du savoir, des efforts importants doivent être déployés par l'Etat et les entreprises. La responsabilité particulière de l'Etat est d'être le garant de la liberté de la recherche et de la recherche fondamentale, régie par les chercheurs eux-mêmes. Les recherches inter- et pluridisciplinaires doivent être encouragées et les interfaces entre la recherche technique et humaine doivent être élargies.

Les entreprises suédoises consacrent des ressources importantes à la recherche appliquée. La coopération entre la recherche universitaire et les entreprises doit être élargie. Les petites et moyennes entreprises doivent aussi pouvoir y participer et, avant tout, partager les résultats des efforts de recherche et de développement consentis.

## *b. Culture*

La culture a de nombreuses facettes qui ne doivent pas être dressées les unes contre les autres. Elle accueille le clair et l'obscur, le gai et le pénible. La culture est un défi à notre réflexion et à notre engagement, mais aussi une occasion de détente et plaisir. La culture permet aux hommes de sortir de la routine quotidienne, mais ne doit jamais être élevée au rang d'instance supérieure à la vie de tous les jours. Le monde de la culture ne doit pas être défini par des groupes élitistes restreints et devenir une barrière infranchissable à tous ceux qui ne maîtrisent pas ses formes d'expression. Les exclus seraient dans ce cas nombreux, et la culture perdrait sa force et sa dynamique.

Ouvrir à tous ce qui est au cœur de la vie culturelle – la possibilité de libérer l'énergie de sa propre pensée – est une mission essentielle de la démocratie, alors que la commercialisation croissante des priorités des médias et de l'information qu'elles diffusent, menace de mener à l'uniformisation et à l'appauvrissement de la réflexion.

Tous, enfants et adultes, ont droit aux valeurs qu'apportent la culture, dans toutes les parties du pays. La culture apporte une qualité de vie, elle est un ciment qui unit les générations et les peuples. La culture a l'énergie nécessaire pour souder une communauté locale et est ainsi un facteur important du développement et de la croissance régionale. La politique culturelle doit être formée de manière à élargir le potentiel créatif et la recherche personnelle de chacun, tout en soutenant une vie culturelle professionnelle de haut niveau artistique.

La culture doit proposer des espaces ouverts à la discussion et à la réflexion, sans souci de rentabilité économique et sans les impératifs toujours liés à une telle perspective. Les bibliothèques doivent être gratuites. Des locaux d'accueil doivent proposer des conditions raisonnables à la vie associative, à ceux qui cherchent à en savoir plus et aux créatifs. L'ensemble du pays doit être équipé d'institutions destinées à la vie culturelle professionnelle, comme les théâtres et musées.

Les institutions et la vie culturelle doivent être le reflet de la diversité culturelle de la Suède actuelle, et notre patrimoine culturel historique doit être protégé. Dans ce cadre, les minorités nationales doivent pouvoir bénéficier d'un soutien pour conserver et développer leur langue et leur culture.

Les écoles de musique et les établissements culturels doivent être accessibles à tous les enfants.

## ***Internationalisme***

La liberté ou l'égalité sont des revendications qui ignorent les frontières nationales ou ethniques. Le devoir d'agir pour les droits de l'homme est aussi évident sur la scène internationale que nationale. La solidarité envers ceux qui se dressent pour défendre ces valeurs est aussi forte dans la politique internationale que nationale. Dès ses premiers jours, le mouvement ouvrier s'est perçu comme un élément d'un mouvement international. La social-démocratie actuelle est tout aussi manifestement liée à toutes les forces qui, dans le monde entier, travaillent pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme.

Les questions de paix et de solidarité sont des pierres angulaires de notre engagement international. La paix est la condition préalable à tout développement. Notre objectif est une juste répartition des ressources terrestres, ouvrant à tous les habitants de la planète un même potentiel de bien-être et de croissance. Il est dans le même temps la condition nécessaire d'une paix durable.

La mondialisation actuelle ajoute de nouvelles dimensions à ces questions classiques de collaboration entre les peuples. La mondialisation transforme les rapports sociaux, intervient dans la vie quotidienne des hommes, pèse sur la réflexion et sur l'opinion, invente de nouvelles formes de production et de consommation, de nouveaux canaux de diffusion du savoir, de la culture et de la politique.

L'Etat national et par là le rôle de la politique subissent l'effet de cette évolution. Le champ d'action de l'Etat national n'est plus toujours suffisant pour faire valoir des objectifs nationaux classiques comme le plein emploi ou la lutte contre la criminalité. Les questions écologiques sont globales. Réduire les émissions de gaz à effet de serre ou parer aux menaces contre la diversité biologique sont des défis qui ne peuvent être relevés qu'à travers une coopération internationale.

La collaboration entre nations conforte le pouvoir d'action de la politique, même au niveau national, puisque qu'elle permet d'améliorer sensiblement les chances de parvenir au résultat recherché. La social-démocratie s'est toujours engagée dans la collaboration internationale, au niveau mondial, européen et nordique. Nous voulons renforcer cette collaboration et poursuivre son développement.

L'internationalisation a toutefois fait naître chez beaucoup le sentiment que les décisions politiques sont prises ailleurs et que la démocratie y a perdu de sa force. Certains en ont parfois conclu que la solution aux problèmes de l'internationalisation est de se retirer de la collaboration internationale. L'isolationnisme politique n'est pourtant pas la solution des problèmes tombant hors de la portée faiblissante de l'état national. Il n'est qu'un obstacle au potentiel offert par l'internationalisation: la puissance qu'une action concertée peut apporter à la politique nationale comme aux efforts mondiaux de solidarité et de développement.

Dans le monde actuel, où les frontières s'abaissent de plus en plus, le travail effectué sur le plan national est toujours plus lié au travail entre les nations. Les questions nationales et internationales se confondent, la frontière s'estompe entre la politique intérieure et les affaires étrangères. La Suède est un élément naturel et intégré de la communauté internationale. La Suède est dans le monde, et le monde est en Suède.

#### L'Union européenne

La coopération au sein de l'UE est la continuation du travail politique national qui prend place dans les communes, les organes régionaux et à l'Assemblée nationale. Cette collaboration renforce les possibilités de réalisation d'objectifs essentiels comme le plein emploi, un développement écologiquement durable et des assiettes d'imposition défendables. La collaboration permet aussi aux citoyens européens de nouer et d'entretenir des relations plus étroites dans le cadre des études, du travail, des voyages, de l'interaction et de l'échange d'expériences entre nations, régions, communes, associations et groupements d'intérêt.

L'UE est devenue une puissance assurant une forte cohésion sur un continent qui a durant des siècles été ravagé par les conflits récurrents entre les nations. Cette nouvelle mentalité et cette volonté de trouver des solutions négociées, mises en place par l'UE, sont en elles-mêmes un moteur inappréciable de la poursuite du développement en Europe. L'objectif de la social-démocratie est une Europe de paix et de coopération. Il est décisif à cet égard que l'UE s'ouvre aux pays qui veulent adhérer à l'Union pour guérir enfin la déchirure d'un continent trop longtemps divisé.

Dans le cadre de l'Union, la Suède veut continuer à oeuvrer en faveur d'une politique européenne de plein emploi qui se fonde sur le respect des droits des travailleurs et prévient le dumping social. La collaboration tripartite entre la Commission européenne et les parties du marché du travail doit être élargie et les organisations syndicales doivent se voir reconnaître le droit d'agir par-delà les frontières. Au sein de l'Union, nous travaillerons pour le socialisme démocratique et la mixité de l'économie.

Pour accélérer la transition vers un développement durable de l'écologie et du travail et pour réduire la consommation des ressources par les pays riches, la politique environnementale de l'UE doit prendre une nouvelle dimension. Des normes plus sévères en matière de rejets nocifs pour l'environnement, des minima communs en matière d'imposition de l'énergie et un financement commun des investissements environnementaux s'inscrivent dans cette approche. La politique agricole est aussi à revoir dans cette perspective. Les intérêts des consommateurs, et non les intérêts de producteurs doivent être l'objectif d'une politique prenant en compte la sécurité des aliments, les considérations écologiques et la qualité de vie des animaux. Les intérêts des consommateurs doivent en général être renforcés au sein de l'UE.

L'UE doit améliorer ses capacités de gestion et de prévention des crises, en étroite collaboration avec l'ONU. L'UE doit être un élément moteur du travail international de solidarité, à la fois en développant ses propres formes de coopération avec les pays pauvres et en supprimant ses propres barrières commerciales dressées contre les pays pauvres. L'UE doit assumer une responsabilité commune pour les questions d'asile et de migration. La politique d'asile doit assurer la protection de ceux qui fuient les persécutions, les guerres et les catastrophes écologiques. Tous ceux qui demandent à être protégés contre ces calamités au sein de l'Union doivent être sûrs d'être traités de la même manière et conformément aux principes de solidarité et d'humanité.

L'UE joue un rôle important dans le travail européen pour plus de parité en accélérant les processus législatifs nationaux et en informant l'opinion. De même, l'UE doit agir pour faire avancer les droits des enfants. Des mesures coordonnées au niveau européen sont nécessaires pour lutter contre le commerce croissant des femmes dans l'industrie du sexe, où les pauvres sont exploités dans des conditions proches de l'esclavage. La criminalité transfrontière est un problème commun à tous les membres de l'Union, et exige une collaboration resserrée.

En tant qu'organisation, l'UE ne peut pas copier les méthodes de travail d'autres organismes internationaux, ni celles des Etats nationaux. L'UE doit inventer des méthodes de travail nouvelles qui lui soient propres pour se conformer à la fois à l'exigence d'un ancrage démocratique dans les pays membres, d'une transparence accrue des processus de décision et d'un impact politique efficace. Concevoir ces méthodes est un volet important de l'engagement social-démocrate au sein de l'UE.

Chacun des membres de l'Union constitue sa base démocratique. La légitimité démocratique de l'UE doit être consolidée dans les pays membres par un effort continu d'intégration des questions européennes à la politique nationale, et par des mandats clairs que les élus au Parlement européen et les représentants nationaux auront reçu de leurs électeurs.

La social-démocratie veut oeuvrer pour un dispositif permettant aux pays membres de l'UE de poursuivre leur développement en fonction de leur situation, tout en collaborant étroitement à la réalisation des objectifs communs. Une organisation flexible, permettant à la collaboration de prendre des formes différenciées dans différents secteurs et au sein de laquelle les pays membres peuvent collaborer en constellations changeantes, est la meilleure réponse à apporter aux besoins rencontrés dans un monde en constante mutation. La division de l'organisation en un noyau dur permanent et en une périphérie où les formes de collaboration seraient moins contraignantes, est à éviter.

L'action commune des pays membres de l'UE peut s'appuyer sur une législation commune, mais aussi sur l'adoption d'objectifs communs, laissant aux pays membres la liberté de choisir la voie empruntée pour atteindre le but.

#### La politique de sécurité de la Suède

La politique de sécurité de la Suède a pour but de préserver la paix et l'indépendance nationale, de garantir la sécurité de la région et de contribuer à un renforcement de la sécurité mondiale.

La Suède est un pays militairement non aligné. Cette indépendance des alliances est un outil important de sa politique de sécurité. Dans le cadre de l'ONU, la Suède a choisi de jouer un rôle actif de médiateur, de conciliateur et de partenaire de conversations dans les conflits internationaux. Son indépendance lui a donné la liberté d'action nécessaire pour mener une politique autonome en cas de crise et en matière de désarmement, destruction des armes nucléaires et autres. Militairement non aligné, le pays peut choisir de rester neutre dans une éventuelle situation de guerre.

En Europe, la principale menace contre la sécurité n'est plus une guerre entre les nations. La menace a changé de nature: conflits internes, atteintes aux droits de l'homme, terrorisme et violences contre des institutions démocratiques, de destruction des infrastructures électriques ou téléphoniques. Ces menaces sont transnationales. Elles exigent un élargissement de la politique de sécurité, fondé sur une collaboration internationale sur d'autres bases que militaires.

#### Liberté de commerce

La libre circulation des biens est un des principaux instruments de promotion du développement économique mondial, mais elle suppose une réglementation équitable du commerce international. Les accords commerciaux ne doivent pas devenir les outils d'intérêts capitalistes puissants dirigés contre les pays pauvres, ni interdire l'accès des pays pauvres aux marchés des pays riches.

Les traités commerciaux internationaux doivent être harmonisés avec les traités environnementaux internationaux. Ils doivent aussi être coordonnés avec les traités internationaux régissant les conditions de travail et les droits des salariés. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) doit devenir une organisation de promotion du développement mondial pour la croissance économique et la justice sociale.

Les clauses sociales du traité du commerce ont parfois été interprétées comme des entraves au développement, mais accepter les modes de production qui mettent en danger les hommes et l'environnement ne peut mener à un développement durable à long terme. Un développement durable suppose des conditions de travail sécurisées dans les pays pauvres comme dans les pays riches, des horaires raisonnables et une gestion raisonnable des ressources naturelles. La réglementation internationale régissant l'environnement et le travail est un soutien pour les pays pauvres, qui ont souvent du mal à faire valoir de telles normes devant des investisseurs étrangers.

En échange de ces clauses sociales, les pays riches doivent abattre les barrières commerciales dressées contre les pays pauvres. Le traité de libre échange doit être élargi pour porter sur tous les types de produits, et pas uniquement sur les produits industriels dont la fabrication est dominée par les pays riches. Un tel élargissement du traité de libre-échange suppose une réforme de la politique agricole des pays industrialisés.

#### Des contrepoids au capital international

L'organisation politique et syndicale a toujours été une arme efficace contre les intérêts du capital. Les contrepoids au capitalisme mondial actuel passent par un travail politique conscient et coordonné.

En collaboration avec les partis et organisations qui lui sont proches, la social-démocratie veut oeuvrer au sein de l'UE et de différentes organisations internationales pour une réglementation économique internationale qui se fonde sur la justice sociale, le respect de la démocratie et la défense de l'environnement. Le traité de libre-échange, les conventions internationales sur l'environnement et les droits des travailleurs sont des instruments importants. Il est nécessaire de convenir de mesures s'opposant au dumping social, sous forme par exemple de minima de droits du travail ou d'imposition des entreprises. Une mission essentielle est la mise en place d'instruments qui renforcent la stabilité du système financier international.

Il est aussi nécessaire de mettre en place une coopération syndicale transfrontière, ainsi qu'au sein des grands groupes mondialisés. L'organisation syndicale dans les pays pauvres doit être encouragée.

Il existe des conventions internationales et des codes de déontologie régulant l'action des entreprises, qui pourraient servir de contrepoids importants à la chasse au profit à court terme s'ils fonctionnaient aussi sur le plan pratique. Une réaction active des consommateurs contre les entreprises qui font infraction aux règles peut apporter une contribution notable dans ce sens, les entreprises étant sensibles aux changements de préférence, même minimes, des consommateurs. Une telle veille des consommateurs, accompagnée de réactions, pourrait être un nouveau terrain d'action pour les mouvements populaires traditionnels ou non. Une surveillance plus systématique des groupes internationaux et une coordination des actions syndicales et des réactions des consommateurs sont souhaitables. Une fois de plus, une collaboration entre les mouvements ouvriers de différents pays est nécessaire.

#### ***Paix et solidarité***

La course aux armements engagée depuis la guerre froide s'est arrêtée et le désarmement a fait des progrès importants. Il reste pourtant un objectif qui n'a pas été atteint, une destruction totale des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Le danger que représente ces armes aux mains de régimes profondément antidémocratiques ou des groupes terroristes, qui agissent en dehors de tous les traités internationaux, exige la prise de mesures spéciales par la communauté internationale. La même remarque s'applique à la vente illégale d'armes. Le travail de désarmement reste une mission fondamentale de la collaboration internationale.

Aucun Etat ou groupe terroriste ne peut forcer d'autres pays à la soumission par des moyens militaires. Le droit souverain des nations à repousser de telles attaques est une condition essentielle de la collaboration internationale entre partenaires jouissant de droits égaux. Une autre raison, tout aussi impérative, est le respect des droits de l'homme. Le droit des individus à vivre dans la liberté et la sécurité doit être défendu en toute circonstance. La communauté mondiale doit pouvoir réagir en cas de menaces sérieuses lancées contre des groupes de population, même si ces menaces proviennent de ceux qui contrôlent l'appareil d'Etat. Toute forme d'acte terroriste, tout comme les actes de violence visant la population civile, doit donc être condamné avec force.

La social-démocratie refuse d'accepter qu'un pouvoir, pour défendre des intérêts politiques ou économiques, soutienne ou commette des infractions aux droits de l'homme. Pour être universellement respectée, la même échelle de valeurs doit valoir partout où les droits de l'homme sont bafoués.

Dans le monde actuel, ce sont souvent des tensions autres que militaires qui sont à l'origine des conflits armés. Les clivages économiques et les conflits ethniques et sociaux représentent une menace plus sévère contre la paix et prennent plus souvent la forme de conflits internes que de conflits entre les nations. La pauvreté exacerbe les conflits sociaux, les contradictions mènent à la violence et la violence à une aggravation de la pauvreté. La pauvreté et la guerre créent chacune à sa manière des spirales vicieuses d'abus de plus en plus graves contre les personnes et les droits de l'homme. Un travail de maintien de la paix à long terme doit toujours être orienté vers les facteurs socioéconomiques sous-jacents qui sont à l'origine de la violence et l'entretiennent. Lutter contre la pauvreté, renforcer la démocratie et maintenir la paix sont des objectifs indissociables.

Les moyens d'intervention des Nations-unies (ONU) pour maintenir la paix doivent être renforcés. L'ONU doit mettre au point des stratégies pour pouvoir détecter les menaces de conflit dans leur phase initiale, intervenir et les désamorcer. L'ONU doit être renforcée légalement par une limitation du droit de veto au Conseil de sécurité et l'attribution à l'ONU et aux règles de l'ONU d'un rôle directeur pour tous les cas d'utilisation de violence militaire dans les conflits nationaux et internationaux, en pratique par la garantie de pouvoir faire appel à des forces d'intervention sous le commandement de l'ONU.

L'ONU doit simultanément devenir un acteur essentiel du combat pour les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté qui est au cœur du travail de solidarité, maintenant que le processus de libération du régime colonial est pratiquement terminé. Pour pouvoir assumer ces rôles, l'ONU doit réformer son organisation interne. L'ONU doit soutenir et entretenir un dialogue actif avec les mouvements populaires mondiaux.

Être pauvre est manquer de moyens matériels élémentaires, mais c'est aussi être exposé à la violence et aux abus, ne pas pouvoir décider de sa vie quotidienne, vivre dans l'ignorance, l'insécurité et le désespoir le plus profond. La pauvreté est un manque de ressources pour changer sa propre vie, un manque de moyens pour prendre soin de son corps et de sa santé, un manque de possibilités pour assurer l'avenir de ses enfants. La lutte contre la pauvreté est au sens le plus profond une lutte pour la dignité humaine et pour les droits de l'homme. Lutter contre la pauvreté suppose des efforts sur plusieurs plans pour renforcer la capacité des hommes et des nations à subvenir à leurs besoins et à se développer.

Le développement des pays pauvres va dans l'intérêt de la partie riche comme de la partie pauvre de la population mondiale. Les organismes économiques comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international doivent inclure le développement social et la justice sociale dans leurs stratégies. La politique de coopération, la politique commerciale et les investissements étrangers doivent être coordonnés. La Suède respectera son ambition de consacrer un pour cent de son produit national à l'aide au développement.

La coopération pour le développement doit se fonder sur les ressources individuelles des pays pauvres. Pour promouvoir le développement, il est donc important de soutenir la mise en place d'institutions démocratiques et de conforter les ressources humaines en améliorant les services scolaires et la santé publique. La lutte contre des maladies mortelles comme la malaria et le VIH-SIDA relèvent des responsabilités de la communauté mondiale. Elle suppose des mesures prises dans le domaine de la santé et des soins, un accès à des médicaments efficaces et une rupture avec l'ignorance et les préjugés qui contribuent à répandre les maladies.

Un volet essentiel de ce travail est le renforcement de la place de la femme et une amélioration des conditions réservées aux enfants. Ces deux objectifs dépendent du droit et de la possibilité d'accès à un planning familial. Les femmes doivent avoir droit à une formation, le droit de décider de leurs revenus et le droit de décider de leur propre corps.

Les pays riches doivent ouvrir leurs marchés aux pays en développement. Les pays pauvres doivent avoir la possibilité d'éponger leurs dettes. Ils doivent pouvoir utiliser les techniques modernes d'information et avoir accès aux technologies avaries en énergie et respectueuses de l'environnement. Dans le même temps, les gouvernements de ces pays doivent être tenus au respect des droits de l'homme et des règles démocratiques. La persécution de dissidents, les atteintes aux libertés d'expression et à la liberté d'association ne doivent jamais être tolérées, qu'elles prennent places dans des pays riches ou pauvres.

La solidarité du socialisme démocratique englobe tous les pays. Son but est la liberté de tous les peuples, la paix dans le monde entier.

**Socialdemokraterna**  
**SE – 105 60 Stockholm**  
**Sweden**  
**Phone +46 8 700 26 00**  
**Fax + 46 8 21 93 31**  
[\*\*international@sap.se\*\*](mailto:international@sap.se)  
[\*\*www.socialdemokraterna.se\*\*](http://www.socialdemokraterna.se)

